

Commune d'AMY



35 Grande Rue
60 310 AMY

PLAN LOCAL D'URBANISME

07U08

- rendu exécutoire -
à compter du



ANNEXES SANITAIRES

Date d'origine :
Avril 2012

5

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **10 juin 2010**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **22 mars 2012**

Urbanistes :

Mandataire :

ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3bis, Place de la République - 60800 CREPY en VALOIS
Téléphone: 03-44-94-72-16 Fax: 03-44-39-04-61
Courriel : Nicolas.Thimonier@Arval-Archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb), A.-C. Doisy (Urb-Eco)

Participation financière : **Conseil Général de l'Oise**



Commune d'AMY



35 Grande Rue
60 310 AMY

PLAN LOCAL D'URBANISME

07U08

- rendu exécutoire -
à compter du



NOTICE SANITAIRE

Date d'origine :
Avril 2012

5a

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **10 juin 2010**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **22 mars 2012**

Urbanistes :

Mandataire :

ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3bis, Place de la République - 60800 CREPY en VALOIS
Téléphone: 03-44-94-72-16 Fax: 03-44-39-04-61
Courriel : Nicolas.Thimonier@Arval-Archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb), A.-C. Doisy (Urb-Eco)

Participation financière : Conseil Général de l'Oise



AVERTISSEMENT

L'objet des annexes sanitaires est de faire le point sur les équipements d'alimentation en eau potable et d'assainissement, la collecte et le traitement des déchets ménagers. La défense incendie est également évoquée.

Ces annexes soulignent d'éventuelles insuffisances aussi bien quantitatives que qualitatives sur la situation sanitaire de la collectivité.

Elles sont l'occasion de proposer les diverses améliorations à apporter surtout en ce qui concerne les normes de qualité en matière sanitaire, par exemple qualité de l'eau de consommation, état de pollution des nappes, périmètres de protection des points d'eau.

Pour ce qui est de la création ou du renforcement d'équipements d'infrastructure, les annexes sanitaires permettent de définir les servitudes et les emplacements réservés.

Concernant la défense incendie, les services du SDIS de Lassigny ont été consultés. La défense incendie est aujourd'hui assurée sur l'ensemble du secteur aggloméré du village. De manière générale on note une insuffisance du débit des poteaux incendie obligeant la commune à se munir de réserves qui sont aujourd'hui au nombre de 6. La ferme Sébastopol n'est pas défendue contre l'incendie. Il en est de même des limites du secteur bâti aujourd'hui libres de construction : est du chemin du Tour de Ville, sud de la rue des Vaches et sud de la rue du Poirier. Une bâche a été réalisée à l'ouest du chemin du Tour de ville dans le cadre du projet d'extension de l'entreprise GIS. La zone 1AUh au sud-est du village pourra être défendue par la citerne sis Grande Rue - Rue d'Avricourt. Des "fiches techniques" sont jointes à cette annexe à titre d'information. A noter que toute nouvelle construction devra être implantée à moins de 400 mètres par voie carrossable des réserves.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable et l'exploitation du réseau sont effectuées en régie par le syndicat des Eaux d'Amy comprenant les communes d'Amy, Avricourt, Crapeaumesnil, Fresnières et Margny aux Cerises. L'entretien du réseau est confié à la Lyonnaise des Eaux. Un château d'eau se trouve au droit de la D160 en sortie ouest de la commune, en allant sur Fresnières.

Il existe un point de captage d'adduction d'eau potable situé en limite ouest du territoire communal, au lieu-dit « Le Bois de la croix » qui fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en date du 28 octobre 1998, assurant la protection de ses abords. Il se trouve éloigné de plusieurs centaines mètres des premières habitations du village.

En 2008, 12 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution. La qualité de l'eau n'est pas très bonne suivant les analyses effectuées par la DDASS sur la teneur en nitrates (la moitié des résultats sont non conformes à la norme avec une teneur maximale de 53 mg/l et une teneur moyenne de 50 mg/l) et la présence de pesticides (Atrazine) qui représentent plus du double de la valeur réglementaire. L'eau du syndicat d'AMY, distribuée au cours de l'année 2008, a présenté une eau de bonne qualité sur le plan bactériologique; elle est non conforme aux normes réglementaires fixées pour les substances indésirables, teneurs élevées en nitrates, ainsi que pour les substances toxiques, présence de pesticides. Compte tenu de ces dépassements de norme, la consommation de cette eau est déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. Toutefois, il peut être noté que la teneur en nitrates (et dans une moindre mesure en atrazine déthésyl ayant atteint ou dépassé légèrement de manière ponctuelle la limite admise) tend à diminuer entre 2010 (51,7 mg/l) et 2011 (50 mg/l) suivant les relevés de l'ARS. Sur l'année 2011, la teneur en nitrates est égale à la limite haute autorisée (50 mg/l).

Le syndicat a engagé des réflexions pour pallier à cette insuffisance de la qualité de l'eau distribuée : intervention sur le puit actuel, connexion à un réseau voisin présentant une bonne qualité de l'eau, nouveaux puits, etc. Les incidences financières et techniques de ces différentes options sont à l'étude, avant la mise en œuvre de solutions visant à améliorer la qualité de l'eau distribuée. Fin 2011 et sur les bases des études réalisées, il est envisagé de mailler le réseau d'eau potable du syndicat d'Amy avec celui du syndicat de Guerbigny (80) comme le recommande d'ailleurs l'Agence de l'eau Artois-Picardie.

Le réseau d'eau potable est majoritairement constitué de conduites en fonte. Les canalisations de la Rue Fertile, de son prolongement Grande Rue et de la Rue du Bois présentent un Ø 100. La rue de l'Eglise est alimentée par une canalisation en fonte de Ø 80, tandis que la rue Verte, la rue des Vaches, la ruelle des Veaux et le tronçon ouest de la Grande Rue présentent un Ø 60. Le sentier du Tour de Ville est desservi par une canalisation de Ø 60 et seul un Ø 50 en PVC alimente actuellement le haut de la rue du Poirier, pouvant s'avérer insuffisant en cas d'extension de l'urbanisation.

Les constructions isolées au sud sont alimentées en eau potable par des puits privés.

Le réseau est actuellement suffisant. A plus long terme, en fonction de la réalisation de nouvelles habitations (construction ou transformation de bâtiments existants), le renforcement de certaines conduites pourra s'avérer nécessaire.

Il convient de rappeler que dans les zones urbaines délimitées au PLU, la commune doit amener jusqu'au devant de la propriété, les réseaux s'il n'existe pas. Le raccordement de la construction à la conduite sur la voie publique est à la charge du propriétaire.

Dans les zones à urbaniser (AU), délimitées au PLU, le règlement peut demander à l'aménageur de prendre en charge l'aménagement des réseaux.

DEPARTEMENT DE LA SOMME

ARRONDISSEMENT DE MONTDIDIER

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE GUERBIGNY

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL
POUR L'ANNEE 2011

Objet : Renforcement Beuvraignes et interconnexion avec le SIAEP D'AMY (60).

Délégués en exercice: 73

Date de la convocation: 29 Avril 2011

Délégués présents: 49

Pouvoirs : 4

Délégués votants: 53

Pouvoirs : 4

L'an deux mil onze, le 4 mai à 18 h 00, le Comité Syndical du S.I.A.E.P. de GUERBIGNY, légalement convoqué, s'est réuni au Siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur OBERT, le Vice Président.

COMMUNES	DELEGUES PRESENTS	DELEGUES PRESENTS	SUPPLEANTS PRESENT
ANDECHY	O.TINCOURT	J.P. CORNILLE	
ARMANCOURT		B. FREMONT	
ARVILLERS	X. SOILLEUX		
ASSAINVILLERS		S. BOISSEAU	
BECQUIGNY	E. SOUFFLET	J. PETITEAUX	
BEUVRAIGNES	D. BERDON		
BOUSSICOURT	F. CARPENTIER		
BUS LA MESIERE	J.M.DELY	S. PENIN	
DAMERY	M. CARON	J.P. DESTOMBES	
DANCOURT POPINCOURT	Y. GAUTIER		
DAVENESCOURT	J.C. PRADHEILES		
L'ECHELLE ST AURIN	D. FOURNET	JM. CARRE	
ERCHES	X. BALZOT		
ETELFAY	G. KOEPLER	P. BACQUAERT	
FAVEROLLES	C. BIZET	M. TASSART	
FESCAMP	J. GAMBLON		
FIGNIERES			
FRANSART		A. HASSINGER	
FRESNOY LES ROYE		G. MOREEL	
GOYENCOURT			M. CAPELLE
GRIVILLERS	R. TASSART	L. BARTETZKO	
GUERBIGNY	M. OBERT	T. SOUFFLET	
HATTENCOURT		RIGAULT	
LABOISSIERE	F. LAVOINE	P. GERVOISE	
LA CHAVATTE		M. JACQUART	
LAUCOURT	J.P. PROUILLET	D. VILLETTE	
LIGNIERE LES ROYE		F. MERCIER	
LIANCOURT	J.M. FONTES	A. GAUTIER	
MARQUIVILLERS	T. QUENTIN		
PARVILLERS	J.L. GRARDEL		
PIENNES ONVILLERS		JM. DEMOURY	
REMAUGIES	C.DOUCHET		
ROLLOT		P. MORGE	
RUBESCOURT			
TILLOLOY	G. DEMOEN		
VILLERS LES ROYE	J.C CHELLE	G. CARON	
WARSY	C. DUMONT	A.SOUFFLET	

**Objet : Projet Renforcement Beuvraignes et interconnexion avec le SIAEP
D'AMY**

Mr OBERT Vice Président, expose aux délégués le projet d'interconnexion avec le SIAEP d'AMY qui a des soucis de qualité d'eau, ce projet en attendant les estimations financières permet de renforcer et de sécuriser la commune de Beuvraignes qui est alimentée actuellement par une seule conduite de 150 m/m.

Le comité décide à l'unanimité d'approuver ce projet .

**Pour extrait conforme ,
Le Vice Président,
M. OBERT**



siaepguerbigny

AR-SIAEP Guerbigny

De : "AR Controle Legal Montdidier (PREF80)" <ar-controlelegal.montdidier@somme.gouv.fr>

Date : mer. 20/07/2011 09:17

À : "SIAEP de Guerbigny" <siaepguerblgny@orange.fr>

ACCUSE RECEPTION Il est donné accusé réception au SIAEP de Guerbigny de l'envoi des actes suivants : - délibération relative au renforcement de Beuvraignes et à l'interconnexion avec le SIAEP d'Amy - délibération relative à l'augmentation des branchements neufs et à la modification de branchements reçus le 19/07/11 Sous-Préfecture de Montdidier Section chargée des relations avec les collectivités locales

ASSAINISSEMENT

La commune d'Amy dispose actuellement d'un assainissement autonome. Elle a réalisé son schéma de zonage d'assainissement conformément à la loi sur l'eau et a opté pour conserver un assainissement autonome.

A l'échelle de la Communauté de Communes du Pays des Sources, a été créé un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) chargé de vérifier la légalité des dispositifs d'assainissement autonome installés et de veiller au respect des nouvelles dispositions de la loi sur l'eau de 2006 demandant notamment à ce que chaque commune établisse avant fin 2012 un diagnostic à la parcelle des dispositifs d'assainissement existant.

Une copie du rapport de zonage d'assainissement mis à enquête publique figure ci-après.

La réglementation d'urbanisme fixée par le P.L.U. tient compte de ce choix en demandant des superficies minimales de terrain suffisantes (650 m²) afin de pouvoir installer un dispositif d'assainissement autonome aux normes, en l'absence de dispositif d'assainissement collectif sur le village.

Il convient, par ailleurs, de rappeler que les élus locaux sont désormais chargés de contrôler les dispositifs d'assainissement. Cette mission est actuellement du ressort de la Communauté de Communes du Pays des Sources par le biais du SPANC.

Toutefois, en 2011, la commune a lancé des études complémentaires pour réaliser un assainissement collectif. Suivant les conclusions de ces études, la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif et d'une station de traitement des eaux usées pourrait être envisagée sur la commune, dans les années à venir.

DECHETS MENAGERS

La collecte des déchets ménagers est une compétence de la Communauté de Communes du Pays des Sources qui a confié la mission au SMVO (Syndicat Mixte de la Vallée de l'Oise).

Le SMVO a pour objet le transport, le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilables, collectés sur son territoire par les structures intercommunales et communes qui le composent (258 communes). Il met en œuvre un programme multi filières, de nature à exploiter les filières de traitement et de valorisation des déchets, et ce dans le strict respect des dernières réglementations pour la préservation de l'environnement.

Les communes du Pays des Sources ont transféré à ce syndicat les services suivants :

- Le tri des emballages ménagers et des journaux magazines
- Le service déchetterie
- La valorisation organique par compostage
- La valorisation énergétique
- Le transport ferroviaire des déchets

Le SMVO a mis en place un programme « Verdi » comprenant le fonctionnement d'un réseau de déchetteries, d'un centre de tri des déchets recyclables, de plateformes de compostage des déchets de jardin et d'un centre de valorisation énergétique destiné aux ordures ménagères.

Soucieuse de réduire les tonnages de déchets mis actuellement en décharge, de répondre aux principes de la loi sur l'élimination des déchets du 13 juillet 1992, de valoriser les déchets pour maîtriser ses coûts et d'apporter un service de collecte en porte à porte aux habitants, la CCPS a lancé la collecte sélective sur l'ensemble de son territoire.

A Amy, les ordures ménagères et caisses jaunes contenant le plastique, le métal, les briques et cartons sont ramassés le mardi. Le papier, les journaux et publicités sont ramassés le lundi. Par ailleurs, les déchets spéciaux (verres gros matériels, huile, déchets verts etc.) sont éliminés à partir d'apports volontaires (containers à verre dans le village, déchetterie de Lassigny).

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION CONCERNANT LES POINTS D'EAU INCENDIE

Le Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs sont souvent saisis d'instances en dommages et intérêts contre les communes, à la diligence des sinistrés pour obtenir réparations de dommages qu'ils croient pouvoir attribuer au service incendie. Il ne fait pas de doute que ces procédures sont quelquefois engagées à la légère et que, peut-être, dans l'esprit des demandeurs, il y a là un bon moyen de porter remède à l'insuffisance des prestations accordées par les assurances quand ce ne sont pas celles-ci, parties au procès, qui espèrent récupérer sur la collectivité tout ou partie des indemnités qu'elles doivent verser.

Le Conseil d'Etat saisi sait ramener les choses à de justes proportions. Toutefois, quand bien même, l'action des sapeurs-pompiers ne souffrirait pas de reproche, la commune peut avoir sa responsabilité engagée en raison de la vétusté et de l'insuffisance du réseau d'eau incendie comme en témoigne l'arrêt au Conseil d'Etat du 22 juin 1983 – commune de RACHES (voir annexe 1).

CHAPITRE I

PRINCIPE DE LA RESPONSABILITE

SECTION I – LE POUVOIR DE POLICE – COMPÉTENCE PROPRE AU MAIRE

Le pouvoir de police constitue une compétence propre du Maire s'exerçant sur le territoire de la commune insusceptible de délégation et ne peut engager dès lors, du fait de son exercice défectueux ou de sa carence, que la responsabilité de la commune, la solution s'appliquant y compris en cas de substitution de l'autorité de tutelle face à une abstention fautive du Maire.

SECTION II – LE MAIRE AUTORITE COMPETENTE EN MATIERE DE PREVENTION

A / Rappel Législatif – Le Code Général des Collectivités Territoriales

Article L. 2212.2 alinéa 5 : « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique. Elle comprend notamment : (...)

Le soin de prévenir, par des précautions convenables et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre et de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pouvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ».

B / Effet au niveau de la police des eaux

Le Maire doit donc prévenir par des précautions convenables, les fléaux calamiteux. Il lui appartient de pourvoir sa commune d'un réseau d'eau permettant d'assurer l'extinction de tout incendie et de maintenir dans un état de fonctionnement normal.

SECTION III – RESPONSABILITE DES SERVICES INCENDIE ET DE SECOURS (ENSEMBLE DES CORPS DE SAPEURS-POMPIERS)

A / Domaine de responsabilité – Loi n° 96.369 du 3 mai 1996 (article L. 1424.2 du C.G.C.T.)

Article 1 : « Les services d'Incendie et de Secours sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendie ».

B / Le Service Département d'Incendie et de Secours

Article R 1424 – 20 du C.G.C.T. :

Sous l'autorité du Préfet ou du Maire, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours dispose, en tant que de besoin, des moyens des centres d'incendie et de secours communaux et intercommunaux pour l'exercice des missions prévues à l'article L 1424 – 33.

Pour l'exercice de sa mission de direction opérationnelle, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours a également autorité sur l'ensemble des personnels des centres d'incendie et de secours communaux et intercommunaux et dispose des matériels affectés à ceux-ci.

Il peut être chargé par le Préfet ou le Maire de mettre en œuvre tout autre moyen public ou privé qui serait mis à sa disposition par ces autorités.

C / Le Règlement Départemental de Mise en Œuvre Opérationnelle

Article L 1424 – 4 du C.G.C.T. :

Dans l'exercice de leurs pouvoirs de police, le Maire et le Préfet mettent en œuvre les moyens relevant des services d'incendie et de secours dans les conditions prévues par un règlement opérationnel arrêté par le Préfet après avis du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Pour l'Oise, ce règlement de mise en œuvre opérationnelle est l'arrêté départemental portant règlement opérationnel départemental.

Ce règlement définit que :

- l'aménagement et l'entretien des points d'eau sont à la charge des communes
- les communes possédant un réseau d'eau sous pression veillent à ce que l'implantation des poteaux et des bouches d'incendie permette d'assurer la défense contre l'incendie au fur et à mesure de l'évolution de l'urbanisation et des implantations industrielles.

D / Responsabilité pénale

La responsabilité de la collectivité ou de l'établissement public était traditionnellement engagée devant les juridictions administratives.

Le nouveau code pénal applicable depuis le 1^{er} mars 1994, admet, dorénavant, leur responsabilité pénale. Toutefois, selon l'article 121.2 : les collectivités territoriales et leurs groupements ne sont responsables pénalement que des infractions commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public. La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits.

La gestion du service d'incendie et de secours n'est pas concernée par ces dispositions. Par contre, « le service public de l'eau » fait l'objet de conventions de délégations de service public et peut engager la responsabilité de la personne morale de droit public (collectivité locale) en cas d'atteinte involontaire à la vie « par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements » (article 221.6 du code pénal).

Ainsi, l'arrêté préfectoral portant règlement opérationnel départemental rend obligatoire pour les communes l'aménagement des points d'eau pour l'usage des services d'incendie et surtout l'existence de ressources en eau suffisantes.

SECTION IV – AFFIRMATION LEGISLATIVE DE LA RESPONSABILITE DES COMMUNES

A / Responsabilité administrative

L'article 91 de la loi du 7 janvier 1983 dispose :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 16 de la présente loi, les communes sont civilement responsables des dommages qui résultent de l'exercice des attributions de police municipale, quelque soit le statut des agents qui y concourent.

Toutefois, au cas où le dommage résulte, en tout ou partie, de la faute d'un agent ou du mauvais fonctionnement d'un service ne relevant pas de la commune, la responsabilité de celle-ci est atténuée à due concurrence ... ».

- Cette faute pourrait être celle du service départemental d'incendie et de secours exerçant ses attributions spécifiques précisées par le code général des collectivités territoriales et plus amplement détaillées par le règlement opérationnel départemental.

- Elle pourrait être également celle du représentant de l'Etat dans le département, dans l'exercice de sa compétence touchant à la mise en œuvre opérationnelle des moyens relevant de l'établissement public sus indiqué.

- Concernant les réseaux d'eau, elle pourrait être celle de la société concessionnaire du réseau chargé du contrôle et de l'entretien de l'installation.

CHAPITRE II PRINCIPE DE LA RESPONSABILITE

SECTION I – CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° 465 DU 10 DECEMBRE 1951

Ce texte a pour but de définir des moyens minima pour faire face à un risque courant. Ainsi, il en ressort que les sapeurs-pompiers doivent avoir à leur disposition au minimum :

- ♦ soit une réserve d'eau de 120 m³ utilisable en deux heures (chapitre 1.2^{ème})
- ♦ soit des bouches ou poteaux : « ces prises doivent se trouver en principe à une distance de 200 à 300 m les unes des autres et être réparties en fonction des risques à défendre après une étude détaillée de ces derniers
- ♦ toutefois, si le risque est particulièrement faible, la zone de protection de certaines bouches d'incendie pourra être étendue à 400 m. Leurs emplacements doivent être accessibles en toute circonstance et signalés »
- ♦ Cela peut être satisfait de trois manières :
 - à partir d'un réseau d'eau de distribution par l'implantation de bouches ou de poteaux d'incendie normalisés de 100 mm assurant un débit minimum de 60 m³/H à 1 bar :
 - bouche incendie – NFS 61211 du 20 avril 1990
 - poteau incendie – NFS 61213 du 20 avril 1990
 - règles d'installation applicables aux bouches et poteaux d'incendie – norme NFS 62200 du 05 septembre 1990
 - par des points d'eau naturels (mare, étang, cours d'eau, ...) sous réserve qu'ils soient convenablement aménagés. A ce titre, il faut plus particulièrement veiller à l'accessibilité des véhicules d'incendie et l'aménagement d'aire d'aspiration
 - par des réserves artificielles (citernes, piscines, ...).

Il convient de préciser que ce sont les réseaux de distribution sous pression qui garantissent la plus grande rapidité de mise en œuvre.

SECTION II – CONSEQUENCES TECHNIQUES

Compte tenu de cette circulaire et des moyens d'intervention en possession des sapeurs-pompiers, il apparaît important de définir les besoins minima en eau au plan :

- quantitatif
- de l'implantation.

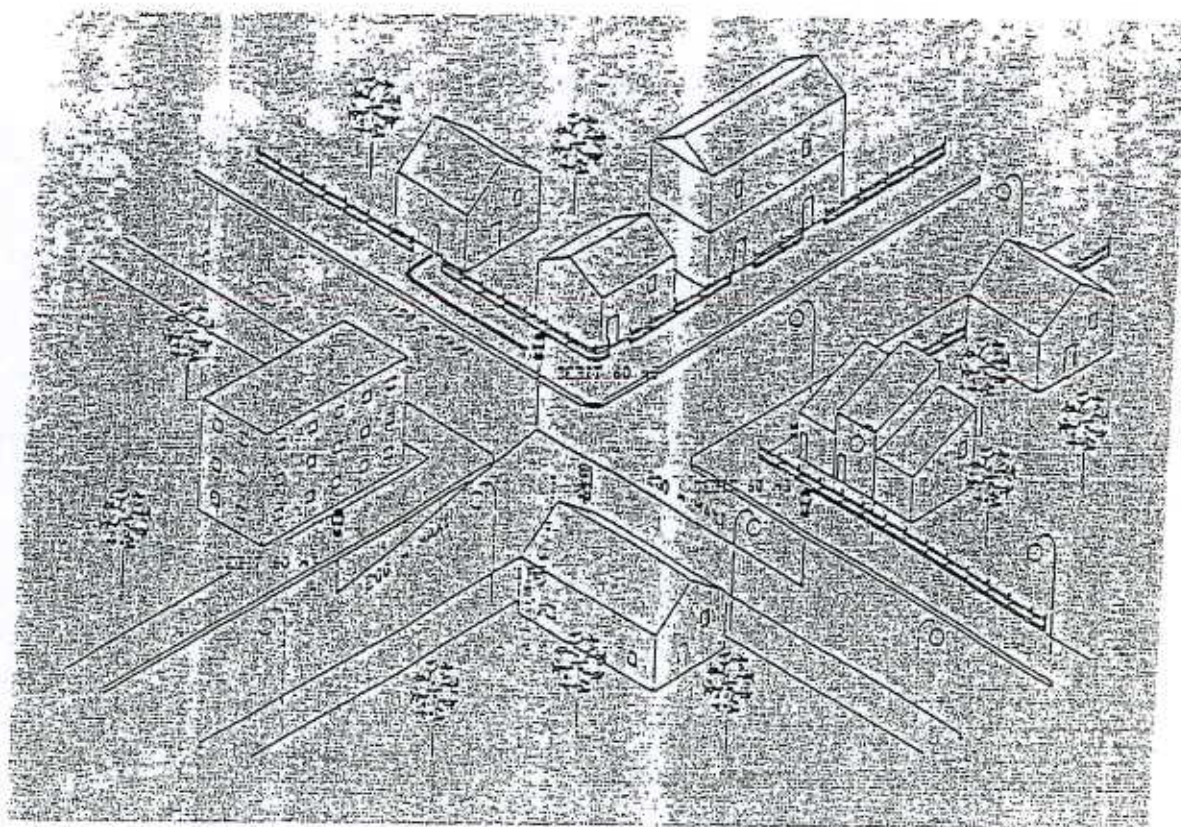
Les services d'incendie et de secours interviennent en tant que conseiller technique, soit dans le cadre de nouvelles constructions, soit dans le cadre d'une étude globale de la défense incendie sur tout ou partie de la commune, voire à l'occasion d'un constat de carence lors d'une intervention. Il appartient ensuite au Maire de mettre en œuvre ces préconisations, la commune pouvant être tenue pour responsable en cas de faute simple (coupe-feu. Question écrite, JO Assemblée Nationale du 3 février 2003).

1 - CONSEILS SUR L'IMPLANTATION DES POINTS D'EAU (HYDRANTS)

L'implantation des hydrants doit respecter des distances maximales précises entre le premier hydrant et le bâtiment considéré.

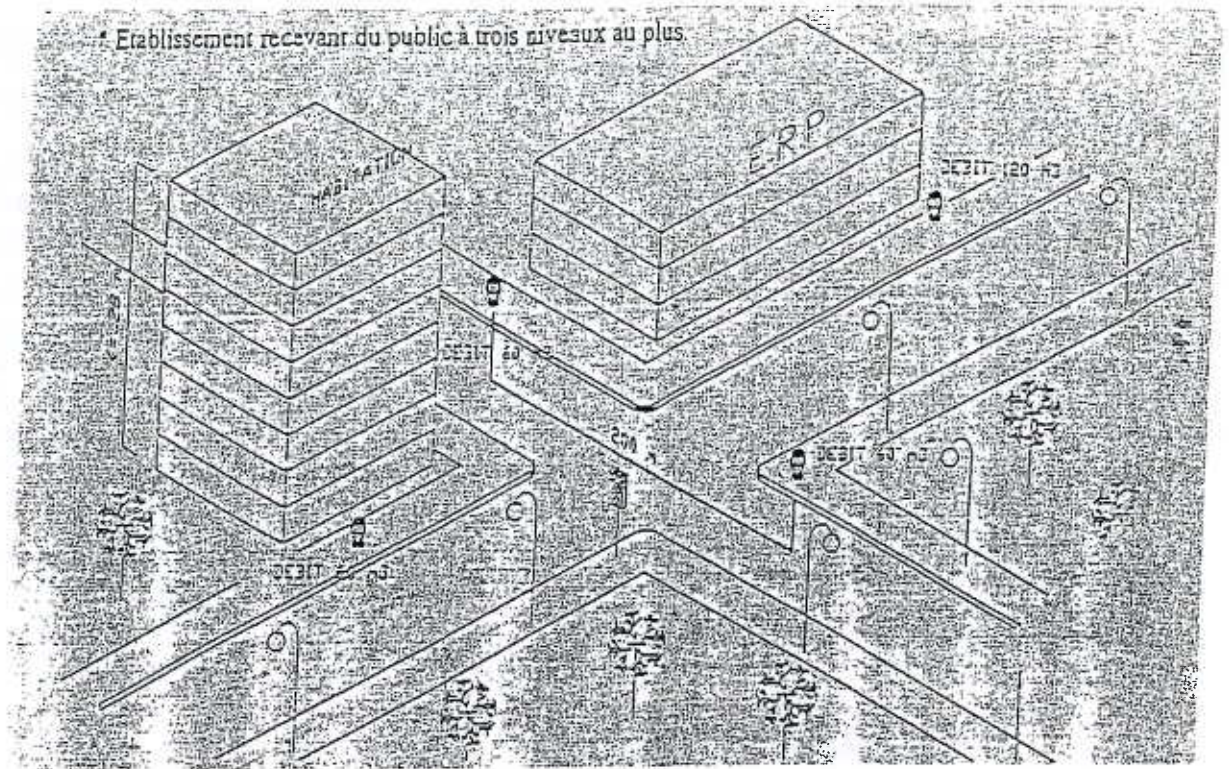
HABITATIONS ET BUREAUX						
	Bâtiment isolé	Lotissement Groupe de bâtiments	2 ^{ème} famille individuelle collectif	3 ^{ème} famille A	3 ^{ème} famille A déclassée 3 ^{ème} famille B 4 ^{ème} famille	Distance er hydrants
Bâtiment existant avant le 01/01/02	Etude au cas par cas	200 m	200 m	200 m	Parc de stationnement > R + 4 > R - 3 (colonne sèche)	200 m
Bâtiment existant postérieur au 01/01/02	Etude au cas par cas	150 m	150 m	150 m	60 m (colonne sèche)	200 m

Habitations 1^{ère} et 2^{ème} Famille

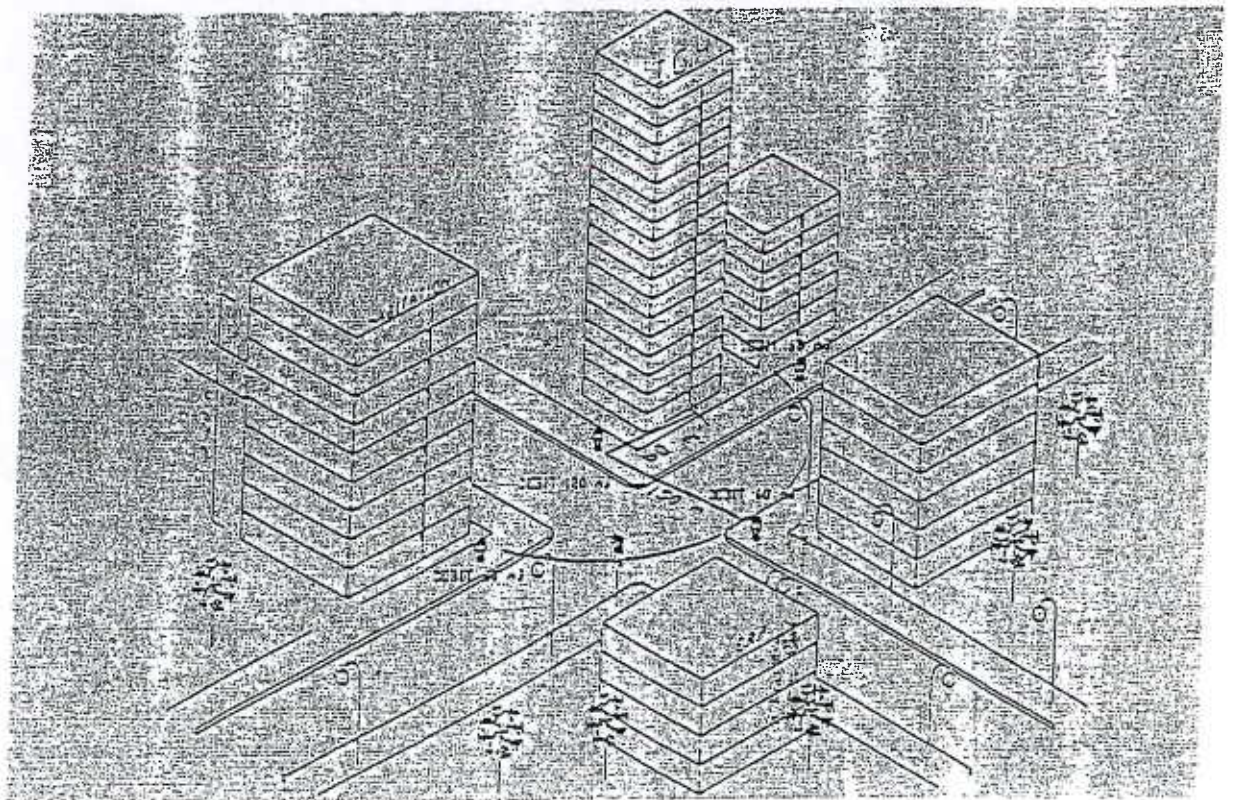


HABITATIONS ET BUREAUX

Immeuble d'habitations < à R + 7 et H < à 28 m



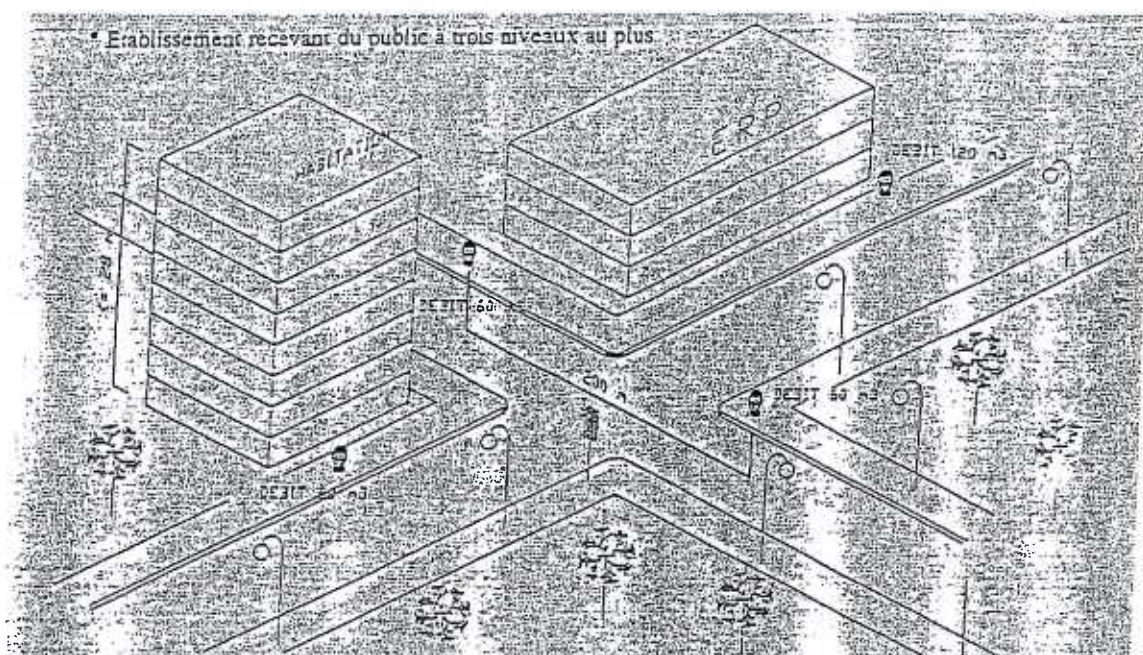
Immeuble d'habitations > à R + 7 et 28 m < H < 50 m



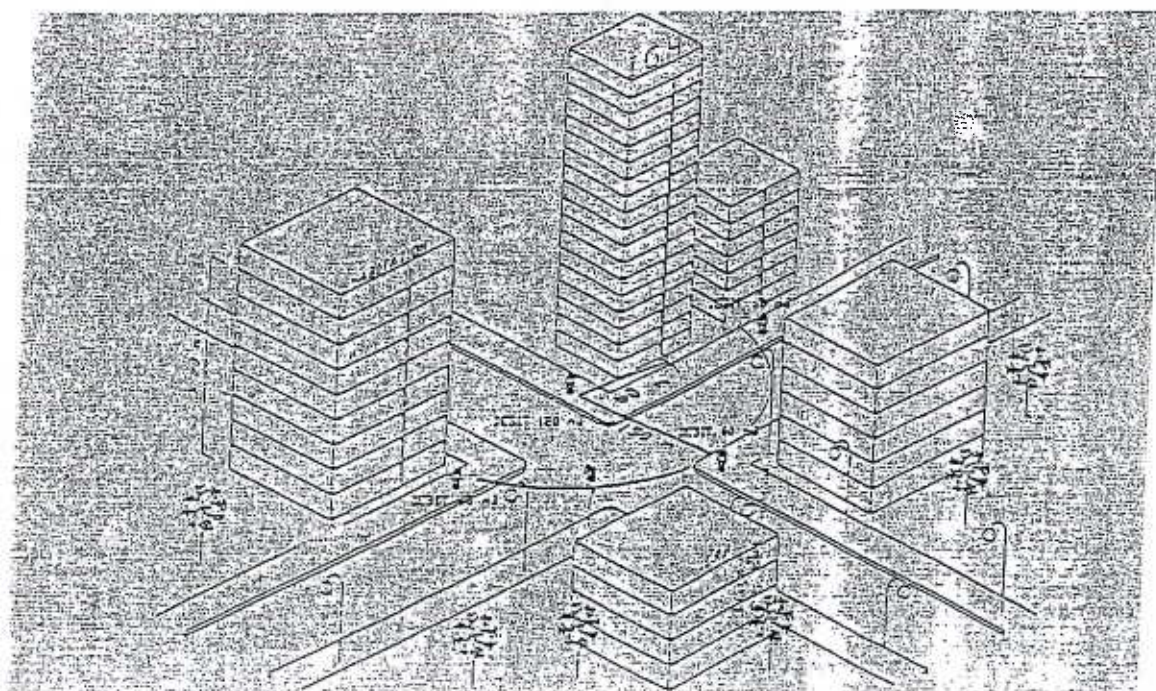
2 – LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) – BESOINS EN EAU

RISQUE ⁽¹⁾	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Sprinklé toute classe confondue ⁽⁷⁾
	N : Restaurant	L : Réunion, spectacle (avec décor et artifice + salles polyvalentes)	M : Magasins	
	L' : Réunion, spectacle (sans décor ni artifice)	P : Dancings, discothèques	S : Bibliothèque, documentation	
	O et OA : Hôtel	Y : Musées	T : Exposition	
	R : Enseignement			
	X : Sportif couvert			
	U : Sanitaires			
	V : Culte			
	W : Bureaux (se référer au tableau 1)			
SURFACE ⁽²⁾	BESOINS EN EAU (m3/H) ⁽³⁾			
≤ 500 m²	60	60	60	60
≤ 1 000 m²	60	75	90	60
≤ 2 000 m²	120	150	180	120
≤ 3 000 m²	180	225	270	180
≤ 4 000 m²	210	270	315	180
≤ 5 000 m²	240	300	360	240
≤ 6 000 m²	270	330	405	240
≤ 7 000 m²	300	375	450	240
≤ 8 000 m²	330	420	495	240
≤ 9 000 m²	360	450	540	240
≤ 10 000 m²	390	480	585	240
≤ 20 000 m²	A traiter au cas par cas			300
≤ 30 000 m²				360
PRINCIPE	<u>0 à 3 000 m² :</u> 60 m³/H par tranche ou fraction de 1 000 m² <u>≥ 3 000 m² :</u> ajouter : 30 m³/H par tranche ou fraction de 1 000 m² (ex : 4 300 m² à traiter comme 5 000 m²)	Classe 1 x 1,25	Classe 1 x 1,5	<u>0 à 4 000 m² :</u> 60 m³/H par tranche ou fraction de 1 000 m² avec un maximum de 180 m³/H <u>de 4 001 à 10 000 m² :</u> 4 x 60 m³/H <u>Au-delà de 10 000 m² :</u> 60 m³/H par tranche ou fraction de 10 000 m²
NOMBRE HYDRANTS ⁽⁴⁾	Selon débit global exigé et répartition selon géométrie des bâtiments			
DISTANCE MAXIMALE ENTRE LES HYDRANTS ⁽⁵⁾	200 m	200 m	200 m	200 m
DISTANCE MAXIMALE ENTRE 1 ^{ER} HYDRANT ET ENTREE PRINCIPALE ⁽⁶⁾	150 m (CS = 60 m lorsque requise)	150 m (CS = 60 m lorsque requise)	100 m (CS = 60 m lorsque requise)	150 m (CS = 60 m lorsque requise)
DUREE MINIMUM	Sauf disposition particulière la durée minimum d'application doit être de 2 heures			
⁽¹⁾ : Les E.R.P. de catégorie EF, SG, CTS, PS, OA et PA ainsi que les campings sont à traiter au cas par cas.				
⁽²⁾ : La notion de surface est définie par la surface développée non recoupée par des parois coupe-feu 1 heure minimum.				
⁽³⁾ : Le débit minimum requis ne peut être inférieur à 60 m3/H. Par ailleurs, il s'agit d'un débit mini simultané disponible.				
⁽⁴⁾ : Nombre d'hydrants à titre indicatif, sous réserve du respect du débit mini requis.				
⁽⁵⁾ : Par les voies de circulation (voies engins) au sens de l'arrêté du 25 juin 1980.				
⁽⁶⁾ : Par des chemins stabilisés (largeur mini 1,8 m). CS = colonne sèche (lorsque requise).				
⁽⁷⁾ : Un risque est considéré comme sprinklé si : - protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants - installation entretenue et vérifiée régulièrement - installation en service en permanence.				

ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)			
	Ets du 1 ^{er} groupe (1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} , 4 ^{ème} catégories)	Ets du 2 ^{ème} groupe (5 ^{ème} catégorie)	Distance entre hydrants
Bâtiment existant avant le 01/01/02	200 m	200 m	200 m
Nouveau projet	150 m 100 m (classe risque 3)	150 m 100 m (classe risque 3)	200 m



Etablissement Recevant du Public de plus de trois niveaux et dans habitations de 4^{ème} Famille



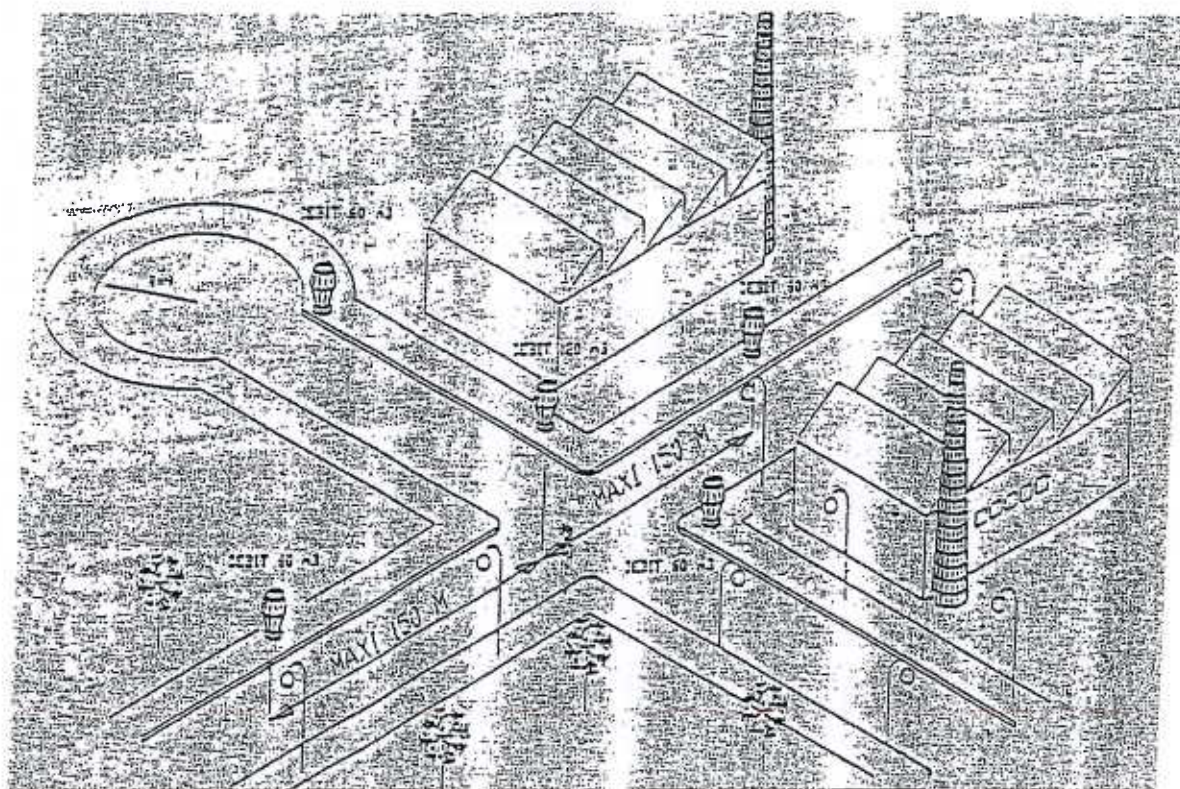
BATIMENTS INDUSTRIELS ET ARTISANAUX

Le premier hydrant se situe à 100 m maximum de l'entrée de chaque cellule

Bâtiment existant avant le 01/01/02	2 à moins de 200 m	2 à moins de 400 m	Autres à moins de 800 m	Distance entre hydrants 200 m
Nouveau projet	100 m de l'entrée du chaque cellule	200 m	400 m	150 m

BATIMENTS AGRICOLES

La défense contre l'incendie doit être assurée par un poteau débitant 60 m³/H ou une réserve d'eau de 120 m utilisable par les engins de secours, situés à moins de 200 m du bâtiment en utilisant un chemin praticable. Pour les risques faibles, une distance permettant l'utilisation du point d'eau par un FPT peut être acceptée (environ 400 m).



En fonction d'une analyse fine du risque, il peut être demandé de proportionner la défense en :

- augmentant les débits
- augmentant le nombre d'hydrants
- réduisant les distances.

3 - HABITATIONS ET BUREAUX - BESOINS EN EAU

Type de bâtiment		1 ^{ère} famille : Habitations individuelles R+1 maximum	3 ^{ème} famille A : H ≤ 28 m et R+7 maximum et distance escalier/logement ≤ 7 m et accès escalier par voie échelle	3 ^{ème} famille B : H ≤ 28 m et l'une des 3 conditions de la 3 ^{ème} famille A non respectée 4 ^{ème} famille : 28 < H ≤ 50 m <u>IGH à usage d'habitation :</u> H > 50 m	H ≤ 28 m et S ≤ 5 000 m ² ou IGH > 28 m quelle que soit la surface	S > 5 000 m ²	OBSERVATIONS DIVERSES
Habitations							
Bureaux		H ≤ 8 m et S ≤ 500 m ²	H ≤ 28 m et S ≤ 2 000 m ²				
Débit minimal		60 m ³ /H	120 m ³ /H	120 m ³ /H	180 m ³ /H	240 m ³ /H	Débit minimal simultané disponible sur zone
Nombre d'hydrants		1 de 100 mm	2 de 100 mm	2 de 100 mm	3 de 100 mm	2 de 100 mm et 1 de 2 fois 100 mm (dit de 150 mm)	Nombre d'hydrants à titre indicatif, sous réserve du respect du débit minimal requis
Distance maximale entre hydrants		200 m	200 m	200 m	200 m	200 m	Par les voies de circulation (voies engins), au sens de l'arrêté du 25 juin 1980
Distance maximale entre le 1 ^{er} hydrant et l'entrée principale du bâtiment		150 m	150 m	100 m (CS = 60 m)	100 m (CS = 60 m)	100 m (CS = 60 m)	Par des chemins stabilisés (largeur minimale 1,8 m) CS = colonne sèche (lorsque requise)
Durée minimum		Sauf disposition particulière, la durée minimum d'application des besoins en eau doit être de 2 heures.					
S : Surface développée non recoupée (la notion de surface est définie par la zone délimitée par des parois et/ou planchers coupe-feu 1 heure minimum, sauf pour les IGH où le degré coupe-feu doit être de 2 heures).							
H : Hauteur du plancher bas du niveau le plus haut par rapport au seuil de référence.							

SECTION III - MISSIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Ce service fait systématiquement part de ses exigences précises lors de l'instruction :

- des permis de construire
- des plans d'occupation du sol
- des demandes d'autorisation des installations classées.

Il demande également le respect des normes d'implantation des hydrants.

SECTION IV - NORME NFS 62 - 200 SEPTEMBRE 1990

OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

« La présente norme fixe les conditions d'installation et de réception des poteaux et bouches d'incendie alimentés en permanence. Elle a pour objectif d'optimiser la fiabilité des appareils de lutte contre l'incendie en toutes circonstances et de permettre leur utilisation rapide par les sapeurs-pompiers ».

Article 5: « Le débit nécessaire est calculé en fonction de l'étude du risque réalisé par les services de secours et de lutte contre l'incendie ».

Article 5.4 : « Le type, le nombre et l'implantation des appareils d'incendie doivent être définis en accord avec les sapeurs-pompiers locaux ou la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours ».

Article 5.3.1.a : « Le branchement destiné à l'alimentation d'un poteau ou d'une bouche d'incendie doit avoir au moins le diamètre nominal équivalent à celui de l'appareil à alimenter ».

Cela veut dire que les conduites d'un réseau d'incendie ne doivent pas avoir un diamètre nominal intérieur à 100 mm (ce qui n'est pas toujours le cas).

Article 5.3.1.b : « Lorsque l'étude du risque fait ressortir la nécessité d'utiliser plusieurs engins d'incendie et de disposer autour du risque d'un certain nombre d'appareils d'incendie, ceux-ci doivent assurer individuellement un débit minimum (...) de 60 m³/h pour un poteau de 100 mm (...) et ceci sous une pression résiduelle de 1 bar mesuré en sortie d'appareil. Les conduites alimentant plusieurs appareils doivent être dimensionnées de manière à assurer le débit correspondant au nombre d'appareils d'incendie susceptibles d'être utilisés simultanément pour la défense du risque ».

Cela veut dire que le contrôle des hydrants doit concerner :

- les débits à une pression dynamique de 1 bar
- les débits simultanés sur plusieurs hydrants.

Ce principe fait apparaître que le mode actuel de contrôle (pression statique et débit unitaire à une pression variable inconnue) est :

- non réglementaire
- non fiable.

Article 7 : Pour être réceptionné, l'hydrant doit être vérifié après montage ou modification, par l'installateur qui délivre une attestation de bon fonctionnement adapté au débit et à la pression prescrite.

Cet article bouleverse les habitudes prises. En effet, l'installateur, avant cette nouvelle norme, n'engageait pas sa responsabilité sur le bon fonctionnement de l'hydrant qu'il installait. Ceci explique en partie, les carences actuelles des réseaux incendie.

CHAPITRE III

CONSEQUENCES D'UNE MAUVAISE GESTION DES POINTS D'EAU

La conséquence directe est l'apport d'un retard considérable à l'extinction d'un sinistre qui peut induire :

SECTION I - CONSEQUENCES HUMAINES

L'impossibilité de secourir les victimes du sinistre dans les délais et les conditions convenables, peut entraîner directement des décès, des intoxications graves ou des brûlures importantes.

L'obligation, pour les secours, d'engager le plus rapidement possible les actions de sauvetage et d'extinction avec la fausse garantie de disposer d'un réseau d'eau fiable, entraîne une prise de risque importante par le personnel d'intervention dans le cas d'une défaillance immédiate ou différée des installations.

SECTION II - CONSEQUENCES ECONOMIQUES

La perte du patrimoine et la paralysie de l'appareil de production, seront d'autant plus importantes que seront nombreux les obstacles rencontrés par les secours.

Dans le cas d'un recours engagé par les sinistrés auprès des tribunaux administratifs pour obtenir réparation des dommages, la commune, lieu du sinistre, et le service départemental d'incendie, peuvent se voir condamnés à verser des dédommagements considérables aux plaignants au risque de se voir gravement endettés.

Une jurisprudence constante subordonne la responsabilité de la commune vis-à-vis des sinistrés à l'exercice d'une faute du service de lutte contre l'incendie. La condamnation de la commune ne recouvre pas la totalité des dommages consécutifs à l'incendie.

Elle est limitée à la part des dommages correspondant à l'aggravation des conséquences du sinistre entraîné par la faute. Le juge exclut la part des dommages qui auraient été de toute façon inévitable (conseil d'état 29 février 1952 Sté LA SEQUANAISE).

Les dispositions législatives réglementaires et normatives, ainsi que l'évidence, devraient permettre aux sapeurs-pompiers de disposer de réseaux d'eau communaux fiables et adaptés aux risques.

JURIDIQUE

*Lutte contre l'incendie – Faute lourde – Responsabilité communale – Réseau d'eau –
Canalisation – Pression / Débit*

Les dommages causés par l'incendie à une imprimerie ont été considérablement aggravés par l'insuffisance de la pression et du débit d'eau aux bouches d'incendie ; les sapeurs-pompiers ont été ainsi contraints de brancher les motopompes à 1 200 mètres de là, prenant ainsi un retard important.

L'instruction a mis en évidence la vétusté et l'insuffisance du réseau de canalisations. La commune ne s'étant pas dotée des moyens appropriés de lutte contre l'incendie eu égard au risque que représentait l'implantation d'une imprimerie sur son territoire, a commis une faute lourde engageant sa responsabilité (entière responsabilité, aucune faute de nature à l'exonérer même partiellement n'ayant été commise par l'imprimerie).

*C.E. 22 juin 1983. Commune de RACHES
Répertoire de jurisprudence n° 4, juil. Août 1983, extrait P. 11-12.*

DEPARTEMENT DE L'OISE

COMMUNE D'AMY

**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE
DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

RAPPORT

BUREAU D'ETUDES VINCENT RUBY
320, Avenue Blaise Pascal
Zone Industrielle
77555 - MOISSY CRAMAYEL Cedex
Tél. : 01.64.13.31.50
Fax : 01.64.13.31.51

SOMMAIRE

	Page
1 – OBJET DE L'ENQUETE.....	2
2 – DISPOSITIF REGLEMENTAIRE	3
3 – NOTICE EXPLICATIVE	4
3.1. - GÉNÉRALITÉS	4
3.2. – PRÉSENTATION DU SITE	5
3.2.1. – Situation géographique	5
3.2.2. – Population	6
3.2.3. - Activités	6
3.2.4. - Topographie	6
3.2.5. – Réseau hydrographique	7
3.2.6. – Géologie	8
3.3. – PRÉSENTATION DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT ACTUEL	8
3.3.1. – Eaux usées	8
3.3.2. – Eaux pluviales	9
3.4. – DISPOSITIONS NOUVELLES ENVISAGÉES	10
3.4.1. – Eaux usées	10
3.4.2. - Eaux pluviales	12
4 – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES.....	13
5 – JUSTIFICATIONS TECHNICO-ECONOMIQUES DU ZONAGE	13
5.1. – EAUX USÉES	13
5.2. – EAUX PLUVIALES	15
6 - CONCLUSION	16
6.1. – ZONAGE DES EAUX USÉES	16
6.2. – ZONAGE DES EAUX PLUVIALES	16

1 – OBJET DE L'ENQUETE

La présente enquête publique concerne le zonage d'assainissement de la commune d'Amy.

Elle a pour objet de définir le type d'assainissement à réaliser sur le territoire communal.

Le zonage d'assainissement a été déterminé en fonction de l'intérêt technique, économique et environnemental des projets concernant les eaux usées et les eaux pluviales.

Il permet de définir :

- " les zones d'assainissement collectif où les communes sont **tenu**es d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées " ;
- " les zones relevant de l'assainissement non collectif, où les communes sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et si elles le décident, leur entretien " ;
- " les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement " ;
- " les zones où il est nécessaire de prévoir des installations **pour** assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales et de ruissellement, lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ".

Ce dossier d'enquête publique du zonage d'assainissement s'appuie sur le rapport du schéma directeur d'assainissement, étude conclue en Juillet 1999.

Le rapport composé de quatre phases est consultable en Mairie d'Amy.

2 – DISPOSITIF REGLEMENTAIRE (cf Annexe 1)

Le zonage d'assainissement est soumis à enquête publique avant son approbation, selon la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 et son décret d'application n° 94-469 du 3 juin 1994, articles 2, 3 et 4 :

" Article 2 – Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif ".

" Article 3 – L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif ou des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R 123.11 du Code de l'Urbanisme " (cf annexe 1).

" Article 4 – Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de carte des zones d'assainissement de la commune ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé ".

La collectivité n'a pas encore pris sa décision quant aux modalités de la gestion du service assainissement. Elle prendra sa décision ultérieurement et en informera alors chaque usager.

La commune devra prendre en charge le contrôle de conformité et pourra prendre en charge l'entretien de l'assainissement non collectif conformément à la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et à l'arrêté du 6 Mai 1996.

De ce fait, la commune sera habilitée à exiger du particulier (habitations neuves et existantes) l'existence d'un dispositif d'assainissement conforme et de son bon fonctionnement.

Selon le décret du 3 Juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, la commune d'Amy n'a pas obligation de mettre en place un système de collecte des eaux usées (le nombre d'habitants étant inférieur à 2000), par contre elle a obligation de mettre en place un système de contrôle des assainissements individuels avant le 31 Décembre 2005.

3 – NOTICE EXPLICATIVE

3.1. - GENERALITES

L'assainissement des communes consiste à collecter :

- D'une part, les eaux usées d'origine domestique (WC, salle de bains, cuisine, lavage des sols) à les transporter jusqu'à un ouvrage de traitement et à les traiter avant restitution au milieu naturel ;
- D'autre part, les eaux de pluie éventuellement recueillies dans un réseau eaux pluviales ou sur la voirie, voire à les retenir avant restitution au milieu naturel.

Les rejets dans le milieu naturel doivent être compatibles avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Chaque logement de la commune doit être assaini conformément à la réglementation en vigueur, soit par un système collectif, soit par un système d'assainissement individuel conforme.

On distingue différents types de systèmes d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales :

◇ Systèmes d'assainissement collectif séparatifs

Les habitations sont desservies par deux réseaux ; l'un affecté à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères), l'autre à l'évacuation des eaux pluviales.

Le réseau d'eaux usées aboutit à une station d'épuration tandis que le réseau d'eaux pluviales se rejette directement dans le milieu superficiel.

Ce type de système permet d'évacuer rapidement et efficacement les eaux les plus polluées, sans aucun contact avec l'extérieur et d'assurer un fonctionnement régulier de la station d'épuration.

◇ Systèmes non collectifs

Chaque habitation traite sur une filière individuelle, type fosse toutes eaux et système d'épandage, ses eaux usées.

Les eaux pluviales sont soit évacuées sur la parcelle, soit renvoyées au milieu superficiel.

Les systèmes non collectifs sont utilisés lorsque la densité de l'habitat est faible et rend trop coûteuse la mise en place de réseau public.

Le type de la filière à mettre en place dépend des contraintes du milieu : surface disponible, aménagement de la parcelle, nature et perméabilité du sol, zone inondable.

" L'épuration par le sol des eaux usées à la parcelle est une solution intéressante sur le plan économique et technique et bien adaptée au milieu rural. La dépollution à la source quand elle est possible, est préférable, car elle évite la concentration en un même endroit des rejets d'un effluent. Ainsi, l'assainissement autonome bien conçu et bien entretenu est comparable à l'assainissement collectif pour ses performances et son économie ". (Référence bibliographique : Guide technique de l'assainissement – Le Moniteur).

La Maîtrise d'Ouvrage des systèmes non collectifs est à la charge des particuliers.

La Maîtrise d'Ouvrage publique de l'assainissement autonome est interdite sauf **dans le cas d'une menace de la salubrité publique**. La **réhabilitation des filières** d'assainissement existantes doit alors faire l'objet d'une **Déclaration d'Intérêt Générale** au titre de l'article 31 de la Loi sur l'Eau.

L'entretien des filières d'assainissement autonome peut quant à lui faire l'objet dans tous les cas d'une Maîtrise d'Ouvrage collective. Il ne concerne cependant que les personnes qui auront accepté cette prestation d'entretien. L'assiette de la redevance "entretien" est déterminée par le conseil municipal.

3.2. – PRESENTATION DU SITE

3.2.1. – Situation géographique

Le bourg d'Amy se situe à un **vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Noyon**, dans le département de l'**Oise**.

La commune présente une superficie de 1 258 ha (annexe 2).

Le bourg d'Amy s'étire sur un kilomètre le long d'une rue principale (la Grande Rue), au croisement de la D154 et de la D160 d'orientations respectives Est-Ouest et Nord-Sud, au fond d'une légère dépression affectant la platitude du plateau : les "Fonds de Bray", d'orientation commune Nord-Est/Sud-Ouest.

3.2.2. - Population

Année	Population	Nombre de logements
1998	345	127
2010	350	-

3.2.3. - Activités

Aucune activité industrielle n'est à signaler sur la commune d'Amy.

Sept exploitations agricoles, de type polyculture – élevage ont été recensées sur le territoire de la commune.

D'autre part, trois activités artisanales et un centre de santé de 15 lits et 9 employés ont été recensés.

3.2.4. - Topographie

Le bourg d'Amy s'étire au fond d'une légère dépression affectant la platitude du plateau Picard.

Cette dépression traverse mollement tout le secteur, depuis Crapeaumesnil 2 km à l'Ouest (altitude 90 m) jusqu'au vallon de l'Avre 1,5 km à l'Est (altitude 76 m).

Elle est parcourue par un petit ru à l'aval d'Amy. L'ensemble du secteur est cultivé et pâturé.

3.2.5. – Réseau hydrographique

Le réseau hydrographique est relativement pauvre sur la commune d'Amy. Le ru à l'aval du bourg est le seul élément notable.

Quelques mares et flaques parsèment cependant le territoire communal.

Les eaux tombant sur le site ont tendance à s'infiltrer lentement dans les sols, et à les saturer (nappe à 1 m de profondeur en hiver).

L'excédent ruisselle lentement vers les fossés en bord de routes, et converge vers le bourg.

Un vaste bassin de 500 hectares environ et de très faible pente, est susceptible de se vidanger vers le bourg et les Fonds de Bray en hiver, ou lors des pluies orageuses (cf annexe 3).

Ces écoulements sont concentrés vers quatre mares dans le bourg, et repris par un réseau de buses et fossés vers les Fonds, puis vers l'Avre.

Ce réseau, installé par les Allemands pendant la dernière guerre, était destiné au drainage de pistes d'aviation installées à l'amont du bourg.

Il permet une évacuation efficace des eaux, mais n'est pas aisé à entretenir (buses dans les champs).

Les mares absorbent les écoulements de toitures et des chaussées et se vident par infiltration très lente.

Dans ce secteur sans exutoire très marqué (faible pente de l'Avre), le système de stockage temporaire dans des mares se révèle être le meilleur.

3.2.6. – Géologie

La carte géologique de Chauny au 1/50 000^{ème} témoigne de l'uniformité géologique du secteur d'Amy.

A l'image du terroir, le sous-sol est homogène dans un large périmètre autour du bourg : les limons-argilo-sableux des plateaux recouvrent la craie blanche d'une épaisseur de un à quelques mètres, et les Fonds sont colluvionnaires.

3.3. – PRESENTATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT ACTUEL

3.3.1. – Eaux usées

La commune d'Amy ne dispose pas de système de collecte des eaux usées.

Le mode d'assainissement actuel est de type non collectif.

La majorité des habitations ne possède pas de filière individuelle aux normes (fosse toutes eaux + décoloïdeur + épandage ou filtration sur sable).

3.3.2. – Eaux pluviales

Les habitations de la commune d'Amy ne sont pas desservies par un système de collecteurs d'eaux pluviales.

La majorité des habitations rejette les eaux de gouttières sur la route. Les eaux pluviales s'écoulent dans les caniveaux et fossés, puis se concentrent dans des mares.

L'étude de schéma directeur d'assainissement (phase 1) montre qu'aucune nuisance chronique n'est supportée par les riverains.

3.4. – DISPOSITIONS NOUVELLES ENVISAGEES

3.4.1. – Eaux usées

L'évacuation et le traitement des eaux usées de l'ensemble de la commune d'Amy sont assurés de façon non collective, c'est-à-dire par des filières d'assainissement individuel adaptées sur chaque parcelle.

↳ Contraintes parcellaires

Globalement, la majorité des parcelles du bourg se prête bien à l'implantation d'une filière d'assainissement individuel.

Lors de la phase 1 du schéma directeur d'assainissement, il a été montré qu'environ 20 parcelles ont une surface insuffisante à la mise en place d'une filière classique.

↳ Nature des sols (Annexe 4)

Globalement, les investigations de terrain menées lors du schéma directeur d'assainissement (Juillet 1999) ont permis de mettre en évidence quatre types de sols sur le territoire de la commune d'Amy. La répartition de ces unités pédologiques sur le territoire urbanisé d'Amy est indiquée en annexe 4. Ces quatre types de sols sont les suivants :

◊ Type 3 :

Ce sont des sols limoneux à limoneux-sableux reposant sur un substratum crayeux.

Il s'agit de sols hérités de formations tertiaires à quaternaires :

- sables de Bracheux mêlés à des colluvions argileuses ou à des alluvions ;
- sables de Cuise et sables de Sinceny mêlés aux argiles de l'Yprésien.

Selon les stations, on distingue les nuances suivantes :

- sols "3ah" : sols limoneux à sablo-argileux sur une profondeur de 1,60 m au moins, à caractère hydromorphe ;
- sols "3b" : sols limoneux à sablo-argileux reposant sur la craie, de 0,6 m à moins de 1,60 m de profondeur.

◊ Type 4 :

Ce sont des sols limoneux à argilo-sableux sur substratum argileux.

Il s'agit de sols essentiellement issus d'un mélange de limons et d'argiles de l'Yprésien (colluvions) ayant glissé sur les sables de Bracheux.

Ils sont compacts, cohérents et de granulométrie fine.

◊ Type 5 :

Ce sont des sols limoneux à argilo-sableux sur substratum argileux.

Il s'agit de sols essentiellement issus des limons loessiques des plateaux recouvrant largement les formations géologiques antérieures.

Leur épaisseur peut être de plusieurs mètres. De granulométrie très fine, ils montrent une alternance variable de lits à dominante limoneuse, argileuse ou sableuse.

L'aspect sableux s'estompe cependant avec la profondeur et les niveaux argileux deviennent dominants vers 1,50 m.

Les secteurs présentant des traces d'hydromorphie sont notés 5h sur la carte pédologique.

◊ Type 6 :

Ce sont des sols qui sont essentiellement dérivés des argiles du Sparnacien, des limons des plateaux ou à silex, ou d'un mélange des deux.

La composante argileuse est dominante ; le sol est dans son ensemble très compact, lourd et collant.

Selon les secteurs, on distingue :

- Sol 6aph : sols argileux profonds présentant des traces d'hydromorphie ;
- Sol 6bs : sols argileux reposant sur le sable, de 60 cm à moins de 1,60 m de profondeur.

Les secteurs présentant un caractère hydromorphe sont notés 6 bsh.

Les filières de traitement

L'ensemble des traitements est basé sur la capacité d'épuration du sol. Les filières de traitement sont décrites dans le **Document Technique Unifié 64.1** (août 1998).

Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

a) un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux, installations d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées).

b) des dispositifs assurant :

- soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées ou lit d'épandage ; lit filtrant ou tertre d'infiltration) ;

- soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel (lit filtrant drainé) ou dans un puits d'infiltration s'il n'existe pas d'exutoire.

L'étude pédologique a révélé une présence d'argiles dans tous les types de sols rencontrés sur la commune d'Amy sauf dans le type 3.

Cette composante argileuse est un facteur limitant de la capacité d'infiltration des sols. Les perméabilités rencontrées sont en général faibles (environ 10 mm/h pour les sols argileux et jusqu'à 30 à 40 mm/h pour les sols à dominante sableuse).

Globalement, la majorité des parcelles sera équipée d'un système type filtre à sable drainé, la présence d'argile à faible profondeur empêchant l'épuration et l'évacuation des effluents par infiltration.

L'évacuation des eaux épurées vers les exutoires sera un point sensible dans de nombreux cas. Elle se fera alors au fossé ou dans des puits d'infiltration à créer (le puits d'infiltration étant un dispositif soumis à dérogation préfectorale).

Il conviendra de consulter l'hydrogéologue agréé quant à la faisabilité de l'infiltration des eaux traitées vers le sous-sol. Celui-ci sera consulté avant la mise à enquête publique du dossier de zonage. Son rapport sera consultable en Mairie.

La responsabilité de l'entretien des fossés, dans lesquels seront réalisés des rejets d'eaux traitées incombera à la collectivité.

3.4.2. - Eaux pluviales

Les eaux pluviales seront stockées et évacuées dans la mesure du possible à la parcelle. Seules les ½ toitures en façade de rue pourront se rejeter sur la rue.

Dans la mesure où aucune nuisance chronique n'a été mise en évidence lors de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement (Juillet 1999), on évitera dans la mesure du possible tout aménagement susceptible d'accélérer l'évacuation des eaux de ruissellement vers l'aval.

Dans ce secteur sans exutoire très marqué (faible pente de l'Avre), le système de stockage temporaire dans des mares se révèle le meilleur.

4 – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Le schéma communal d'assainissement (Juillet 1999) et l'étude préalable à chaque système d'assainissement réalisés par le Bureau d'Etudes Vincent RUBY ont permis de définir le type d'assainissement à imposer sur la commune.

Cette étude intègre des critères réglementaires, techniques et financiers pour optimiser le choix.

Une carte de zonage représente les secteurs à vocation d'assainissement non collectif.

Cette carte fait référence pour connaître le type d'assainissement concernant chaque logement.

L'ensemble du territoire communal est classé en zone d'assainissement non collectif.

Chaque habitation doit être desservie par un assainissement individuel conforme.

Une étude adaptée à chaque site sera réalisée et jointe au permis de construire.

5 – JUSTIFICATIONS TECHNICO-ECONOMIQUES DU ZONAGE

5.1. – EAUX USEES

Le choix de zonage, outre les possibilités techniques, s'est basé sur les coûts d'investissement et de fonctionnement des systèmes d'assainissement autonome ou collectif.

La solution collective se révèle pratiquement deux fois plus onéreuse que la solution autonome.

Le tableau suivant récapitule les estimations de l'étude de schéma directeur d'assainissement.

Commune	Nature du projet	Nombre de logements actuels concernés	Investissements concernant l'assainissement collectif (en francs H.T.) <i>Réseau, station de traitement, branchements et raccordements à l'égout</i>	Investissements concernant l'assainissement autonome (en francs H.T.) <i>installations d'assainissement autonome</i>		Total investissements (en francs H.T.)	Fonctionnement annuel (en francs H.T.)
AMY	collectif	125	7 853 000	74 800		7 927 800	83 300
	autonome	127		4 597 500		4 597 500	101 600

A l'examen de ce tableau, le choix de la commune d'Amy s'est porté sur l'assainissement non collectif de l'ensemble du territoire communal (délibération du Conseil Municipal jointe en annexe 5).

L'assainissement des habitations doit être traité par des installations autonomes conformes à la réglementation en vigueur.

5.2. – EAUX PLUVIALES

Dans la mesure où aucune nuisance chronique n'est supportée par les riverains, on évitera dans la mesure du possible tout aménagement susceptible d'accélérer l'évacuation des eaux de ruissellement vers l'aval.

On s'abstiendra en particulier de poser de nouveaux collecteurs enterrés (buses) dans les zones non urbanisées.

Dans ce secteur sans exutoire très marqué (faible pente de l'Avre), le système de stockage temporaire dans des mares se révèle être le meilleur.

Le territoire de la commune d'Amy est situé en zone à faibles contraintes hydrauliques.

6 - CONCLUSION

6.1. – ZONAGE DES EAUX USEES (ANNEXE 6)

Toutes les zones urbanisées ou urbanisables du territoire communal seront équipées d'assainissements individuels, conformes à la réglementation en vigueur.

6.2. – ZONAGE DES EAUX PLUVIALES (ANNEXE 7)

Le territoire communal d'Amy est situé en zone à faibles contraintes hydrauliques où les eaux pluviales sont stockées et/ou évacuées à la parcelle avec la possibilité de rejeter, le cas échéant, les ½ toitures en façade sur la rue.

De manière générale, la maîtrise des eaux pluviales devra être intégrée aux projets d'urbanisme.

Dès que la surface du terrain sera supérieure à 1 000 m² et que le projet d'urbanisme comprendra au moins 2 lots, le projet devra faire l'objet d'une réflexion afin d'évaluer la sensibilité du milieu récepteur et la nécessité de stocker les eaux de ruissellement et de les traiter en tant que de besoin.

DEPARTEMENT DE L'OISE

COMMUNE D'AMY

**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE
DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

ANNEXES AU RAPPORT

BUREAU D'ETUDES VINCENT RUBY
320, Avenue Blaise Pascal
Zone Industrielle
77555 – MOISSY CRAMAYEL Cedex
Tél. : 01.64.13.31.50
Fax : 01.64.13.31.51

ANNEXES

ANNEXE 1 : EXTRAITS

- Décret n° 94-469 du 3 Juin 1997*
- Article L224-10 du code général des collectivités territoriales*
- Article R-123-11 du code de l'urbanisme*

ANNEXE 2 : PLAN DE SITUATION

ANNEXE 3 : PLANS DES BASSINS VERSANTS

*ANNEXE 4 : CARTES D'IMPLANTATION DES SONDAGES DE
RECONNAISSANCE PEDOLOGIQUE ET INTERPRETATION*

ANNEXE 5 : DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

ANNEXE 6 : CARTE DE ZONAGE DES EAUX USEES

ANNEXE 7 : CARTE DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

ANNEXE 1

**EXTRAITS DECRET N° 94-469 DU 3 JUIN 1994
ARTICLE L224-10 DU CODE GENERAL DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES
ARTICLE R-123-11 DU CODE DE L'URBANISME**

Extrait du Décret n°94-469 du 3 Juin 1994

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 précitée ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 15 septembre 1992 ;

Vu les avis du Comité national de l'eau en date des 21 octobre 1992 et 11 février 1993 ;

Vu les avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date des 20 octobre et 24 novembre 1992 ;

Le Conseil d'État (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article premier. - Le présent décret s'applique aux eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

- « système de collecte » un système de canalisations qui recueille et achemine ces eaux ;
- « système d'assainissement » l'ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux ;

- « charge brute de pollution organique » le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année.

CHAPITRE PREMIER

Zones d'assainissement collectif
et zones d'assainissement non collectif.
Agglomérations. - Zones sensibles

SECTION 1. - ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Art. 2. - Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif.

Art. 3. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R. 123-11 du Code de l'urbanisme.

Art. 4. - Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de carte des zones d'assainissement de la commune ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

SECTION 2. - AGGLOMÉRATIONS

Art. 5. - Une agglomération, au sens du présent décret, est une zone dans laquelle la population ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux mentionnées à l'article 1^{er} pour les acheminer vers un système d'épuration unique.

deservies par un réseau de collecte raccordé à un système d'épuration unique et celles dans lesquelles la création d'un tel réseau a été décidée par une délibération de l'autorité compétente.

Le préfet établit un projet de carte de l'agglomération.

Il le communique pour avis aux communes concernées. A défaut de réponse de celles-ci dans les trois mois suivant la réception du projet, cet avis est réputé favorable.

Le préfet arrête alors la carte de l'agglomération. Cet arrêté est publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

SECTION 3. - ZONES SENSIBLES

Art. 6. - Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions, notamment celles qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent, s'ils sont cause de ce déséquilibre, être réduits. Un arrêté du ministre chargé de l'Environnement, pris après avis de la mission interministérielle de l'eau et du Comité national de l'eau, peut, en tant que de besoin, préciser les critères d'identification de ces zones.

En métropole, dans chaque bassin ou groupement de bassins mentionnés à l'article 13 de la loi du 16 décembre 1964 susvisée, le comité de bassin élabore un projet de carte des zones sensibles.

Le comité de bassin transmet le projet de carte aux préfets intéressés, qui consultent les conseils généraux et régionaux concernés. Le préfet coordonnateur de bassin adresse le projet, avec ses remarques, au ministre chargé de l'Environnement.

Les cartes des zones sensibles sont arrêtées par le ministre chargé de l'Environnement.

Art. 7. - Les cartes des zones sensibles sont actualisées au moins tous les quatre ans, dans les conditions prévues pour leur élaboration.

CHAPITRE II

Objectifs et programmation
de l'assainissement

SECTION 1. - PRESTATIONS AFFÉRENTES AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT MUNICIPAUX MENTIONNÉS À L'ARTICLE L. 372-1-1 DU CODE DES COMMUNES

Sous-section 1. - Prestations
relatives à la collecte

Art. 8. - Les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans le périmètre d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 900 kg par jour doivent être équipées, pour la partie de leur territoire incluse dans ce périmètre, d'un système de collecte avant le 31 décembre 2000.

Les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans le périmètre d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique comprise entre 120 kg par jour et 900 kg par jour doivent être équipées, pour la partie de leur territoire

DÉCRET N° 94-469

DU 3 JUIN 1994

relatif à la collecte
et au traitement des eaux usées
mentionnées aux articles L. 372-1-1
et L. 372-3 du Code des communes

NOR : ENVE 94 20024 D

(JO du 8 juin 1994)

Vu la directive (CEE) n° 91-271 du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu le Code des communes, notamment ses articles L. 372-1-1 et L. 372-3 ;

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1 et L. 33 à L. 35-10 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment son article R. 123-11 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4 et R. 111-3 ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, notamment ses articles 4, 8 à 10, 35 et 36 ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux,

Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales

Art. L224-10

Art. L. 2223-5. - Nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation.

Les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par décision du représentant de l'État dans le département.

CHAPITRE IV

Services publics industriels et commerciaux

SECTION I. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. L. 2224-1. - Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses.

Art. L. 2224-2. - Il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1.

Toutefois, le conseil municipal peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :

1° Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;

2° Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

3° Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

La décision du conseil municipal fait l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas, cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

(L. n° 96-314 du 12 avr. 1996, art. 75) L'interdiction prévue au premier alinéa n'est pas applicable aux services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les communes de moins de 3 000 habitants et les groupements composés de communes dont la population ne dépasse pas 3 000 habitants.

Art. L. 2224-3. - Sont réputées légales les délibérations ainsi que les clauses des traités ou cahiers des charges qui, antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 83-13 du 5 janvier 1983 d'amélioration de la décentralisation, ont prévu la prise en charge par les communes des dépenses répondant aux conditions de l'article L. 2224-2.

Sont également réputées légales les clauses des traités ou des cahiers des charges approuvés avant la date d'entrée en vigueur de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements

service public industriel et commercial, même dans des cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 2224-2.

Art. L. 2224-4. - Les délibérations ou décisions des conseils municipaux ou des autorités locales compétentes qui comportent augmentation des dépenses des services publics industriels ou commerciaux exploités en régie, affermés ou concédés, ne peuvent être mises en application lorsqu'elles ne sont pas accompagnées du vote de recettes correspondantes.

Art. L. 2224-5. - Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13.

Un décret fixe les indicateurs techniques et financiers figurant obligatoirement dans le rapport prévu ci-dessus ainsi que, s'il y a lieu, les autres conditions d'application du présent article.

Les services d'assainissement municipaux, ainsi que les services municipaux de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères sont soumis aux dispositions du présent article.

Art. L. 2224-6. - Les communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants peuvent établir un budget unique des services de distribution d'eau potable et d'assainissement si les deux services sont soumis aux mêmes règles d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée et si leur mode de gestion est identique.

Le budget et les factures émises doivent faire apparaître la répartition entre les opérations relatives à la distribution d'eau potable et celles relatives à l'assainissement.

SECTION II. - ASSAINISSEMENT

Art. L. 2224-7. - Tout service chargé en tout ou partie de la collecte, du transport ou de l'épuration des eaux usées constitue un service d'assainissement.

Art. L. 2224-8. - Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.

Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'État, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

Art. L. 2224-9. - L'ensemble des prestations prévues à l'article L. 2224-8 doit en tout état de cause être assuré sur la totalité du terri-

Art. L. 2224-10. - Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Art. L. 2224-11. - Les services publics d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial.

Art. L. 2224-12. - Un décret en Conseil d'État fixe les conditions dans lesquelles sont instituées, recouvrées et affectées les redevances dues par les usagers, ainsi que les sommes dues par les propriétaires mentionnés aux articles L. 33 et L. 35-5 du Code de la santé publique.

LIVRE III

FINANCES COMMUNALES

TITRE II

DÉPENSES

CHAPITRE PREMIER

Dépenses obligatoires

Art. L. 2321-1. - Sont obligatoires pour la commune les dépenses mises à sa charge par la loi.

Art. L. 2321-2. - Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au premier alinéa de l'article L. 2224-8 ;

TITRE III

RECETTES

Extrait du Code de l'Urbanisme
Art. R.123-11

Article R. 123-11

(Décret n° 83-453 du 23 avril 1983, art. 1^{er})

Le plan d'occupation des sols rendu public est soumis par le maire à enquête publique dans les conditions suivantes :

Le maire saisit le président du tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête dans les conditions prévues aux articles 8, 9 et 10 du décret n° 83-453 du 23 avril 1983.

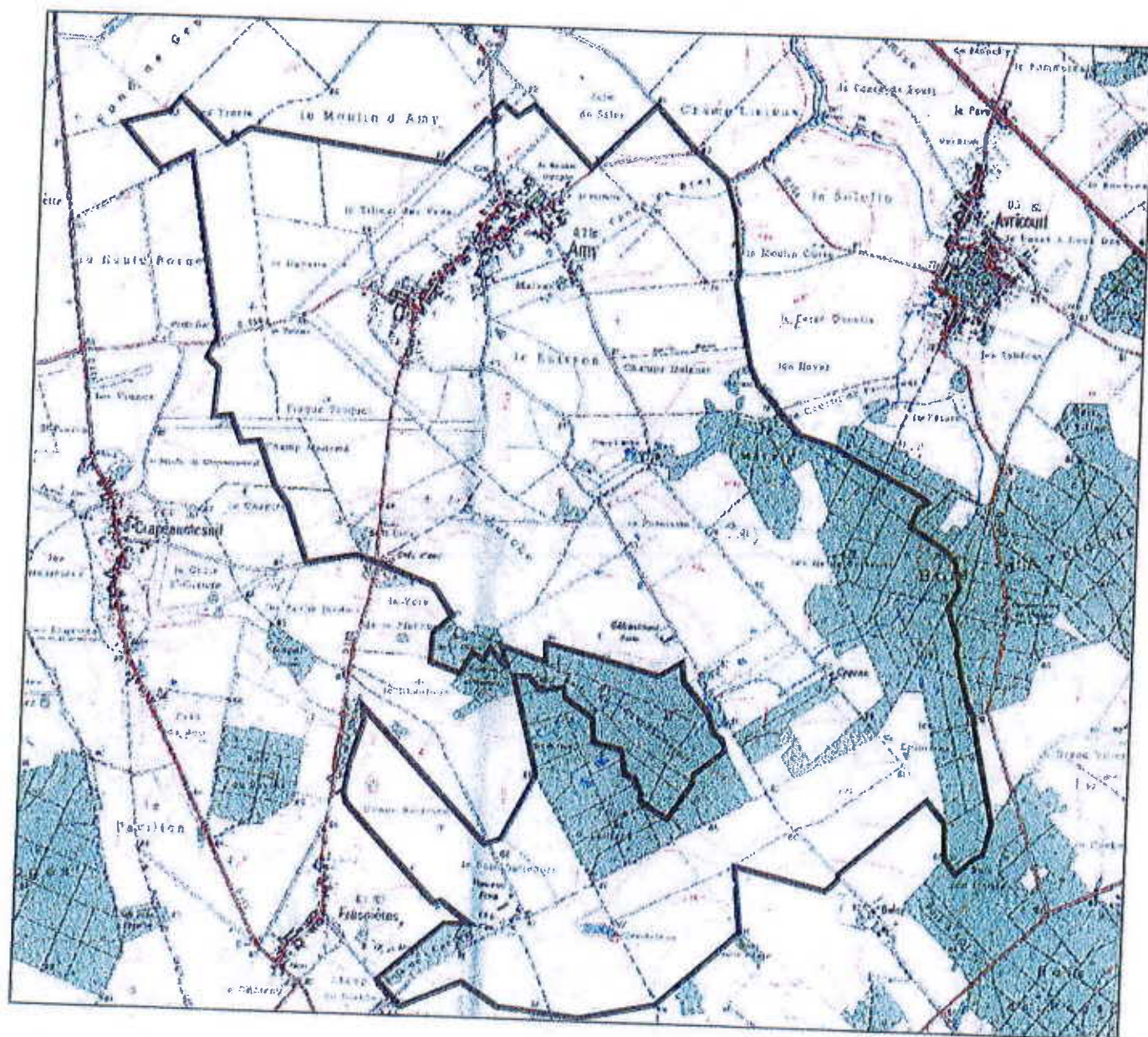
Un arrêté du maire précise :

1. L'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte, et sa durée, qui ne peut être inférieure à un mois ;
2. Les nom et qualité du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
3. Les jours et heures, et le ou les lieux où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet : ces jours comprennent au minimum les jours habituels d'ouverture au public du lieu de dépôt du dossier et peuvent, en outre, comprendre plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés ; le registre à feuillets non mobiles est coté et paraphé par le commissaire enquêteur, le président de la commission d'enquête ou un membre de celle-ci ;

ANNEXE 2
PLAN DE SITUATION

COMMUNE D'AMY

(extrait de la carte I.G.N au 1/25 000ème)



Echelle :

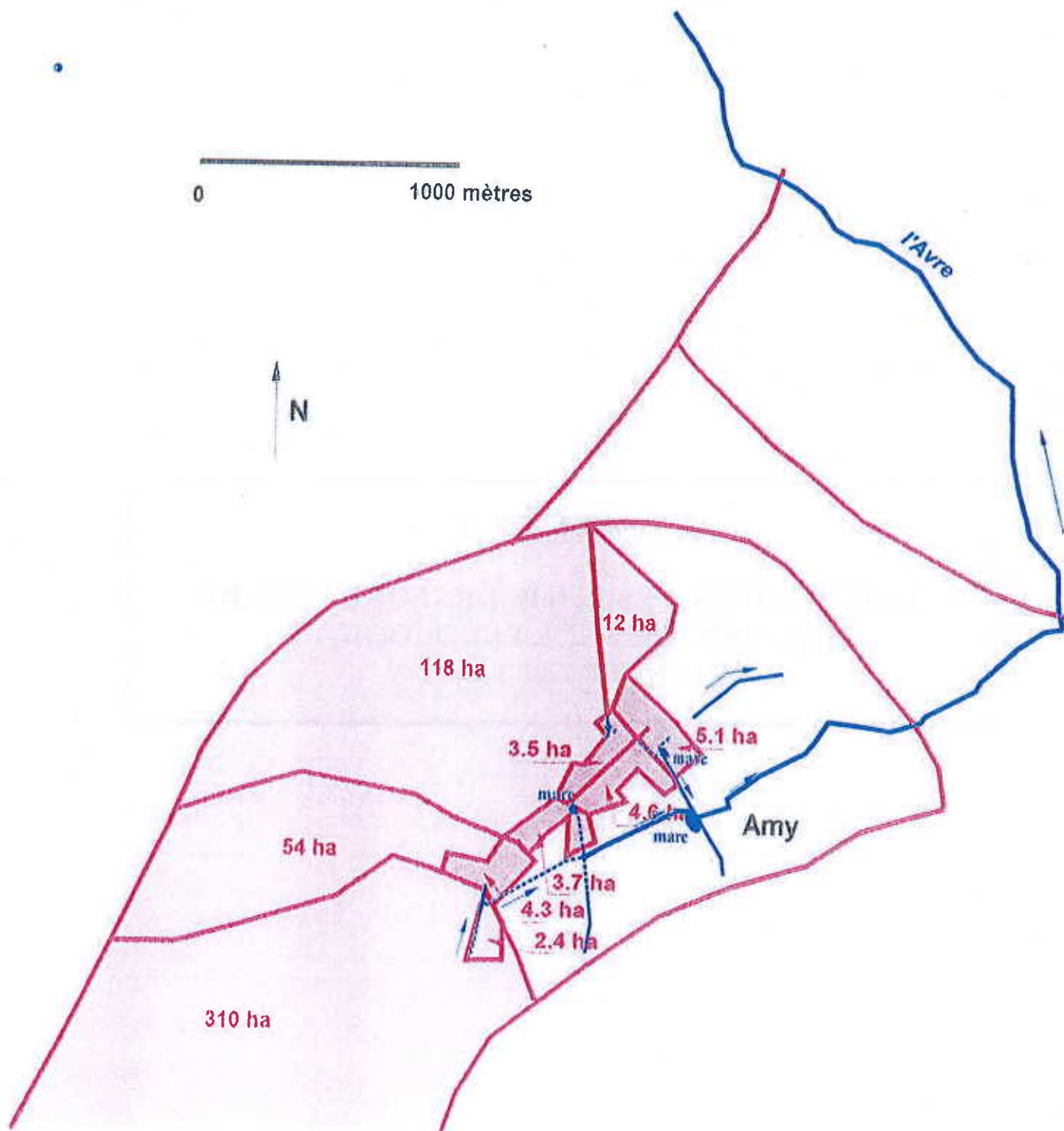
0 1 000 m

Bureau d'Etudes Vincent RUBY
320, Av. Biele PASCAL
77550 MOISSY-CRAMAYEL
Tel : 01.84.13.31.50
Fax : 01.84.13.31.51

ANNEXE 3

PLANS DES BASSINS VERSANTS

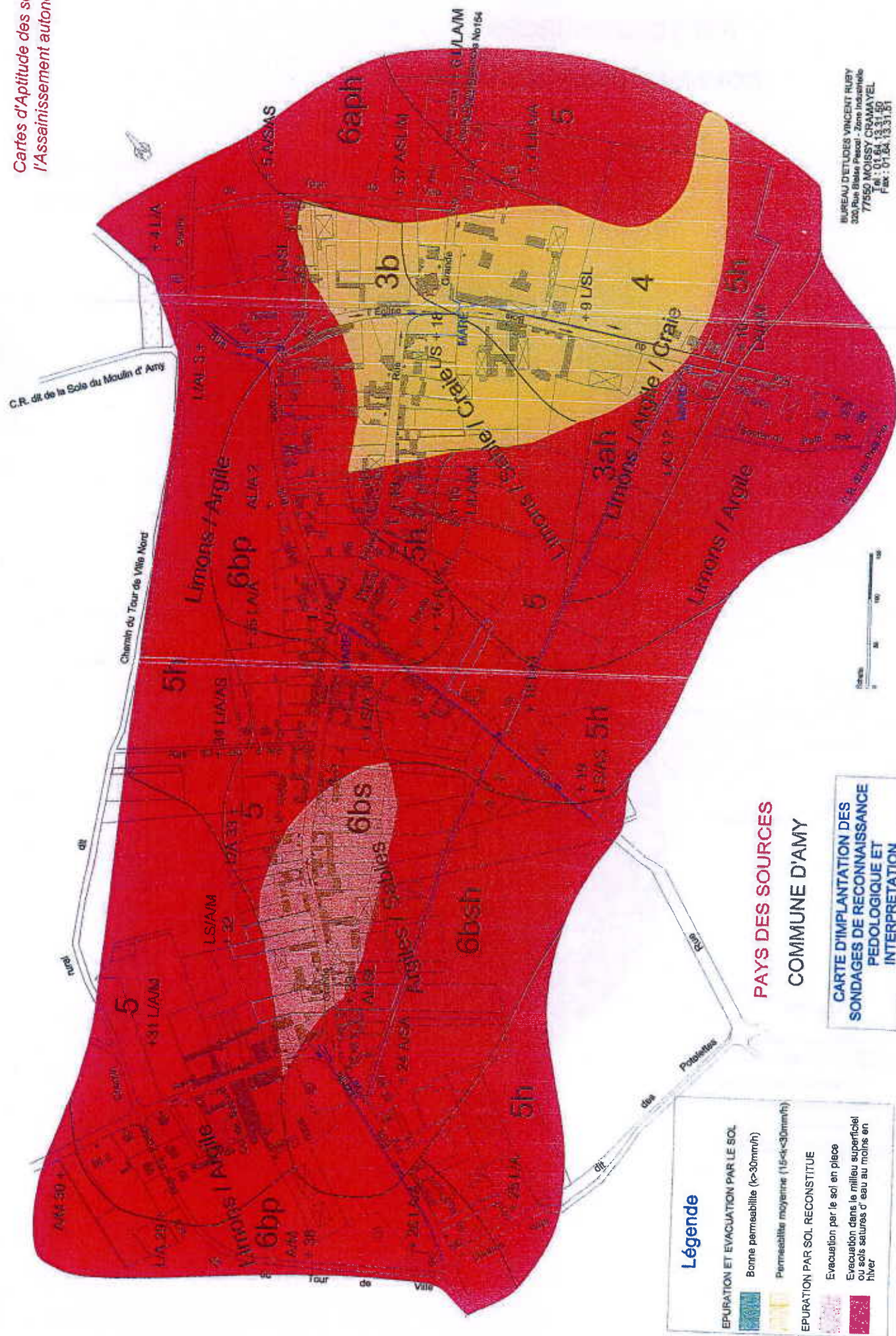
Cartes des Bassins Versants Hydrologiques Commune d'Amy



- bassin versant rural (br)
- bassin versant urbanisé (bu)
- 54 ha superficie du bassin en hectares
- réseau EP enterré

ANNEXE 4

**CARTE D'IMPLANTATION DES SONDAGES DE
RECONNAISSANCE PEDOLOGIQUE
ET INTERPRETATION**

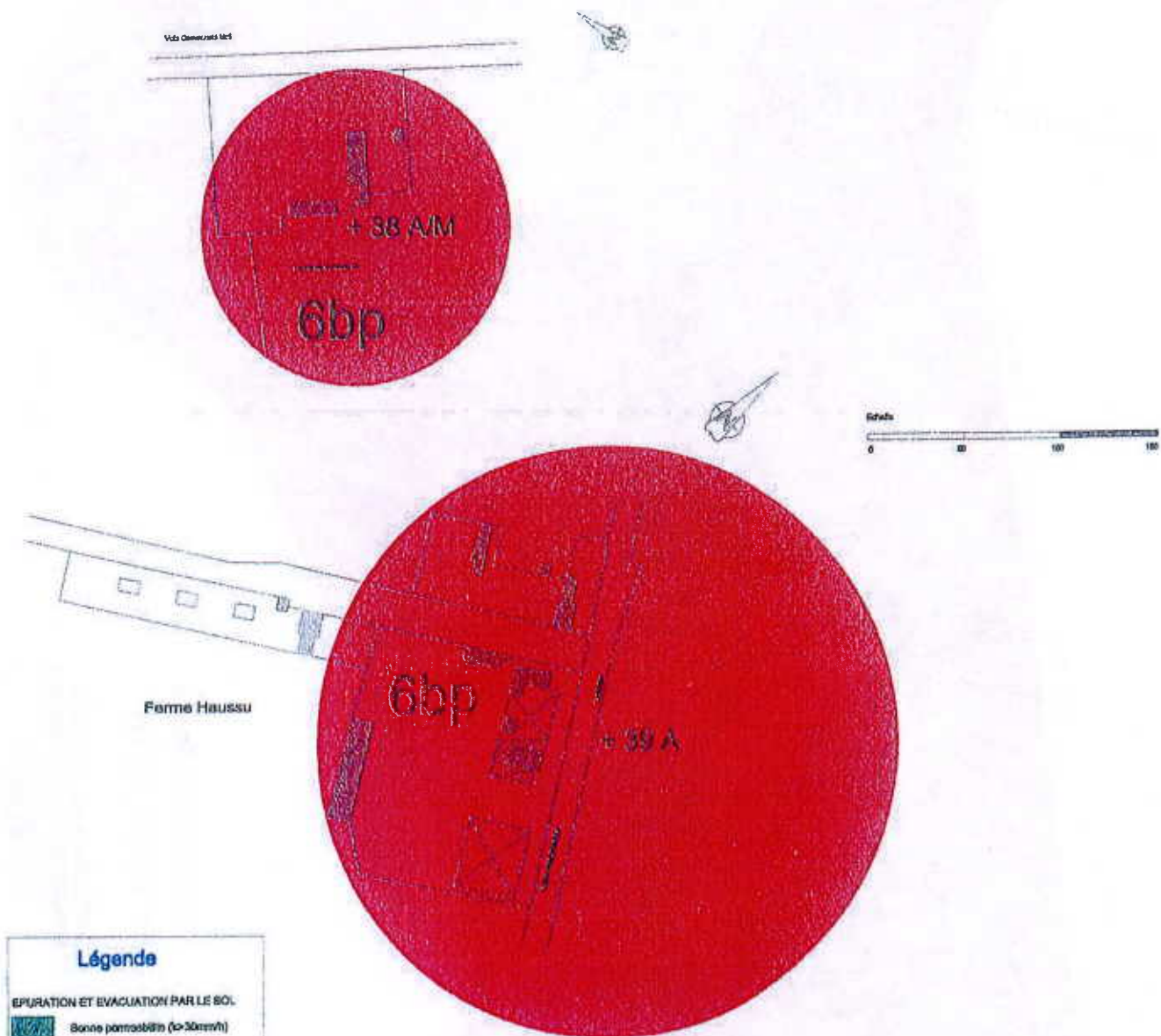


PAYS DES SOURCES

COMMUNE D'AMY (ECARTS)

CARTE D'IMPLANTATION DES
SONDAGES DE
RECONNAISSANCE
PEDOLOGIQUE ET
INTERPRETATION

*Cartes d'Aptitude des sols à
l'Assainissement autonome*



Légende

- EPURATION ET EVACUATION PAR LE SOL
- Bonne perméabilité ($>30\text{mm/h}$)
 - Perméabilité moyenne ($15 < x < 30\text{mm/h}$)
- EPURATION PAR SOL RECONSTITUE
- Evacuation par le sol en place
 - Evacuation dans le milieu superficiel ou couche isolante d'eau au moins en hiver

BUREAU D'ETUDES VINCENT RUBY
320, Rue Blaise Pascal - Zone Industrielle
77550 MOISSY CRAMAYEL
Tel : 01.84.13.31.50
Fax : 01.84.13.31.51

ANNEXE 5

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie d' AMY

AMY



REC
29 OCT 1999

Rép: _____

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

SEANCE DU MARDI 19 OCTOBRE MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX-NEUF

NOMBRE DE MEMBRES

Affiliés au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
10	10	10

Date de la convocation

12-10-1999

Date d'affichage

22/10/1999

Objet de la délibération

Zonage D'Assainissement

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture

le

et publication ou notification
du 26/10/1999

Le Maire



FAGOO Maurice

Signature et cachet

L'an mil neuf cent QUATRE VINGT DIX-NEUF

et le MARDI 19 OCTOBRE à la Mairie heures, 20h00

le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence

de Monsieur FAGOO Maurice

Présents : MM. DARCHY Dominique, PALEFROY Pierre, LEFEVRE Edmond,
CARPENTIER Philippe, SOUPY Gilbert, Mesdames UCKMAN Béatrice,
HERMIL Bernadette, AMBEZA Solange, BEAUDET Marie-Josèphe
Absent : NEANT

Secrétaire(s) de séance : Madame AMBEZA Solange

La séance étant ouverte,

Après avoir pris connaissance de l'étude d'assainissement réalisée par le bureau d'études RUBY sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes du Pays des Sources, le Conseil Municipal après avoir délibéré, décide de zoner de la façon suivante :

- La totalité de la Commune en Autonome

Le Conseil Municipal charge la Communauté de Communes de faire réaliser le dossier de zonage par le bureau d'études RUBY à MEAUX.

Fait et délibéré en Mairie, les jour mois et an que dessus

Au registre sont les signatures

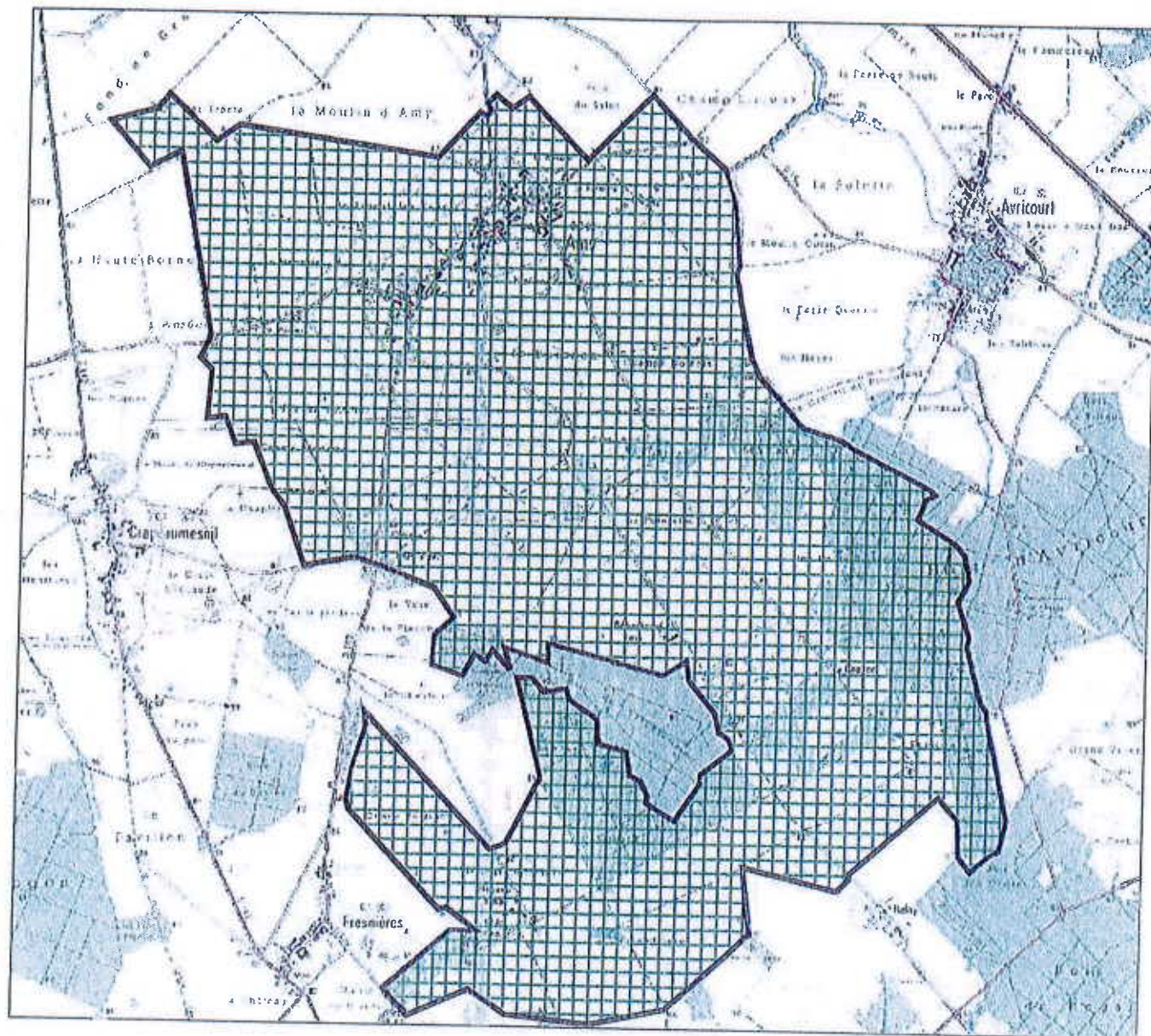
Pour copie conforme

ANNEXE 6

CARTE DE ZONAGE DES EAUX USEES

COMMUNE D'AMY Zonage Eaux Usées

(extrait de la carte I.G.N au 1/25 000ème)



Zone à vocation d'assainissement autonome

Echelle :

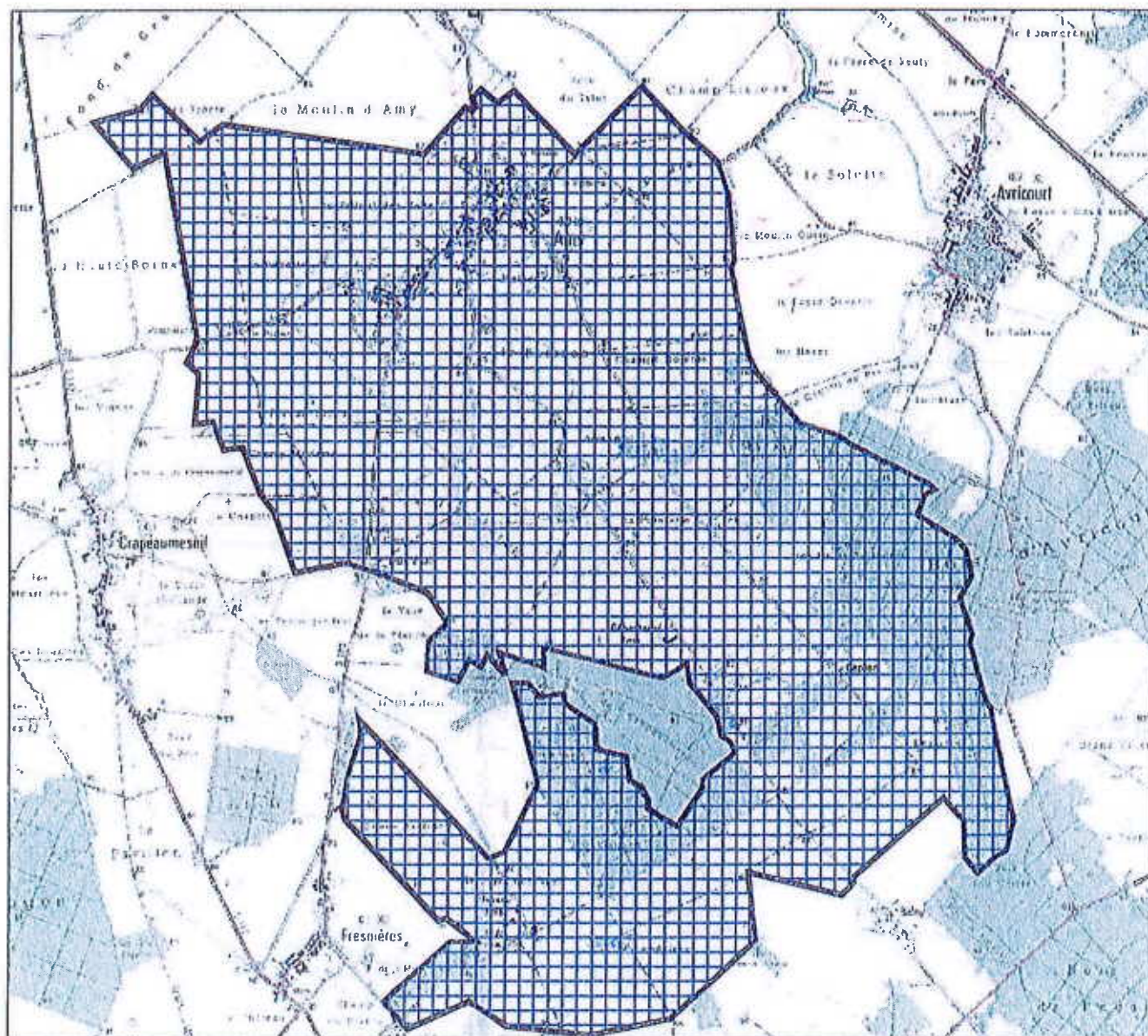
0 1 000 m

Bureau d'Etudes Vincent RUBY
320, Av. Blaise PASCAL
77550 MOISSY-CRAMAYEL
Tel : 01.64.13.31.50.
Fax : 01.64.13.31.51

ANNEXE 7

CARTE DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

COMMUNE D'AMY
Zonage Eaux Pluviales
(extrait de la carte I.G.N au 1/25 000ème)



Zone à faibles contraintes hydrauliques :

- les eaux pluviales doivent être stockées et évacuées à la parcelle
- seules les eaux de demi-toiture en façade de rue peuvent être évacuées sur la route
- la maîtrise des eaux pluviales devra être intégrée aux projets d'urbanisme

Echelle :

0 1 000 m

Bureau d'Etudes VINCENT RUBY
320, Av. Blaise PASCAL
77550 MOISSY-CRAMAYEL
Tel : 01.64.13.31.50
Fax : 01.64.13.31.51